

L'ILLUSTRATION



ALBUM HORS SÉRIE

PRIX : 5 FRS
AOUT 1936

GUERRE CIVILE
EN ESPAGNE

Louis BASCHET, Codirecteur.

RENÉ BASCHET, Directeur.

GASTON SORBETS, Rédacteur en chef.



LA LUTTE FRATRICIDE AROUND DE MADRID :
HALTE DE RENFORTS GOUVERNEMENTAUX AUX APPROCHES DU FRONT DE GUADARRAMA

LA GUERRE CIVILE EN ESPAGNE

La guerre civile qui, depuis le milieu de juillet 1936, déchire ensanglantée et ruine l'Espagne est devenue, par son caractère social et par les risques d'incendie qu'elle fait naître en Europe, la plus immédiate des préoccupations internationales. Ce conflit, où s'opposent deux implacables mystiques, marquera dans notre siècle, quelle que soit l'issue de la lutte en cours, une date plus décisive encore, peut-être, que celle de la chute de la monarchie espagnole et de l'avènement de la République.

En raison de l'importance européenne de la tragédie qui se développe au delà de notre frontière des Pyrénées, L'Illustration a voulu réunir dans un album d'histoire, comme elle l'a déjà fait pour la guerre éthiopienne, la somme documentaire des photographies, dessins, cartes, correspondances et articles reçus par elle pendant la première phase de l'insurrection espagnole.

Bien que dirigée par des généraux, cette révolte contre le gouvernement de Madrid ne saurait être en rien comparée aux précédents coups d'Etat militaires qui ont fait de la péninsule Ibérique la terre éeue des pronunciamientos. Deux masses s'affrontent et, si l'élément militaire apparaît plus important chez les insurgés que chez les « loyalistes », le gros des forces, de part et d'autre, est formé de civils en armes. Dans ce conflit, la tradition, représentée par l'union de tous les partis anticollectivistes, depuis le carlisme et la droite monarchiste jusqu'à des républicains indiscutables comme l'illustre écrivain Miguel de Unamuno, fait bloc contre l'esprit révolutionnaire pénétré d'internationalisme et qui trouve son expression extrême dans les groupements communistes et anarchistes.

Guerre que rendent atroce et sans merci les violences qui marquent les passions du caractère espagnol. Car les ruines désolantes, les incendies d'églises, les massacres de vaincus et les prises d'otages ne sont pas chose nouvelle dans l'histoire intérieure de l'Espagne. Le 26 mai 1874, cinq mois après la chute de son gouvernement, Emilio Castelar, qui fut l'un des rares hommes d'Etat de la République tourmentée de 1873, fit à Grenade, devant un auditoire républicain, le bilan des troubles où, l'année précédente, le carlisme et la démagogie avaient eu leurs responsabilités respectives. « Nous vîmes, dit-il, des émeutes quotidiennes ; des sonneries de tocsin générales ; l'indiscipline militaire ; des républicains chers au peuple tués par le fer dans les rues ; des populations pacifiques excitées à la rébellion ; une dictature démagogique à Cadix ; de sanglantes rivalités à Malaga de presque la moitié des habitants et la guerre entre les factions

de l'autre moitié ; le désarmement de la garnison à Grenade après les plus cruelles batailles ; des bandes qui sortaient de quelques cités pour aller combattre ou mourir dans d'autres cités sans savoir sûrement par quoi ni pour quoi ; l'anarchie à Valence ; les partidas de Sierra Morena ; le canton de Murcie livré à la démagogie et celui de Castellon aux apostoliques ; les bourgs de Castille appelant du haut de la barricade à une guerre des communes ; une horrible et mystérieuse scène de querelles et de coups de poignard entre les émissaires des cantonalistes et les défenseurs du gouvernement à Valladolid ; la capitale de l'Andalousie en armes ; Carthagène en délire ; Alicante et Almeria bombardées ; l'escadre espagnole passant du pavillon rouge au pavillon étranger ; les côtes dépecées ; l'insécurité de toutes parts ; nos parcs se dissipant en fumée et notre escadre coulant au fond de la mer ; la ruine de notre sol ; le suicide de notre parti... » L'orateur espérait que ces déchirements de la « malheureuse Espagne » ne recommenceraient pas.

L'histoire se répète, hélas ! avec des drames aggravés. La guerre fratricide de 1936 dépasse en horreur et en destruction le tableau du désordre d'il y a soixante-trois ans. Et le chaos d'aujourd'hui a des raisons trop profondes pour qu'entre les adversaires on puisse espérer une conciliation. Etrange fatalité de la vie des peuples ! Depuis la guerre hispano-américaine et hors des sacrifices exigés pour son établissement dans une zone marocaine, l'Espagne, dans une atmosphère européenne troublée, avait eu une situation de privilège. La catastrophe de 1914 à 1918, où furent engagées et meurtries presque toutes les nations européennes, ne l'avait pas atteinte. Au contraire, cette crise dont elle fut la spectatrice et dont profita son économie nationale lui permit de relever sa trésorerie et de développer son industrie, son commerce, ses fortunes. Que l'on se rappelle ce temps où, sur notre littoral et près de la frontière, tant de propriétés de la France appauvrie passèrent entre les mains d'acquéreurs espagnols, tandis que le tourisme en masse allait visiter les trésors artistiques et les sites intacts de ce pays alors paisible.

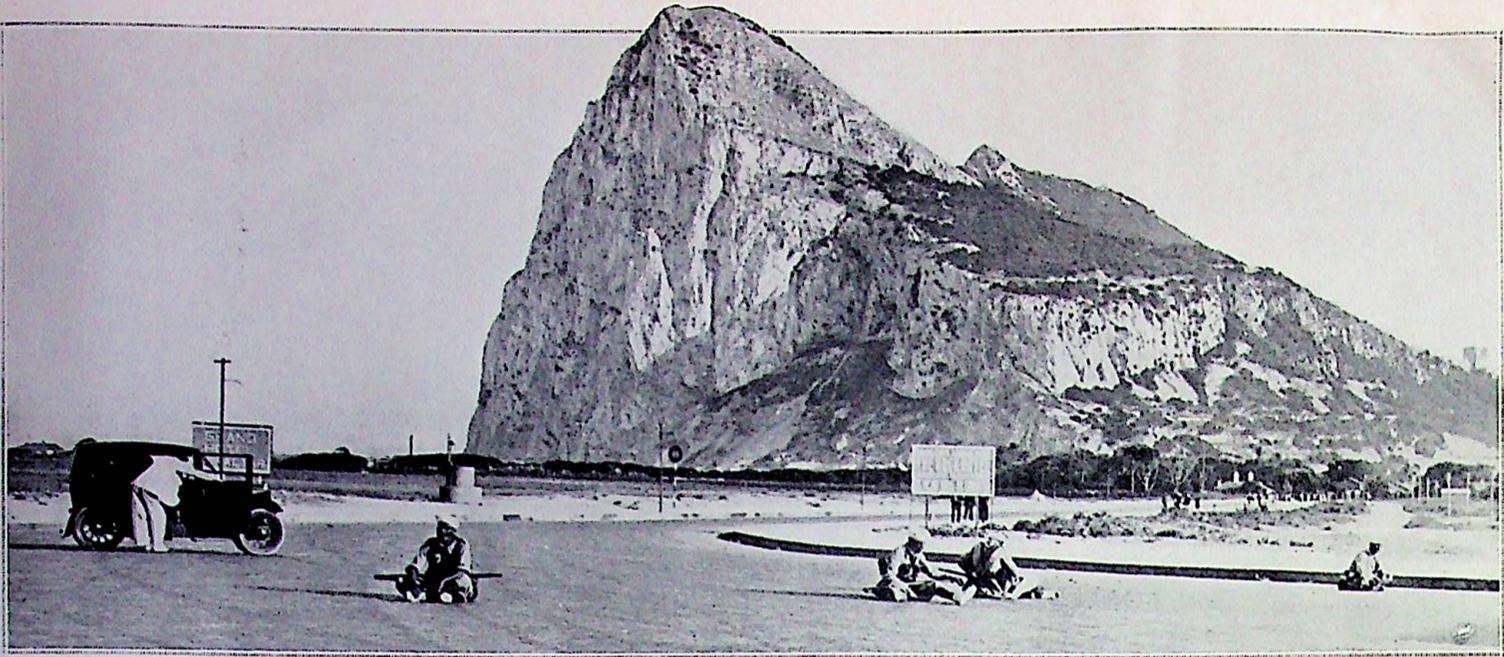
Aujourd'hui tout change. L'Espagne perd son sang avec ses richesses, et, sur son sol et dans son âme, la guerre intérieure fait plus de ravages que n'en aurait peut-être produit une guerre étrangère. La France, qu'un voisinage immédiat et tant de liens étroits unissent à cette sœur latine, est le témoin désolé du cataclysme qui passe sur elle, car, chez nous, hors des sympathies ou des hostilités partisans, on ne saurait voir dans les deux Espagnes en conflit qu'un seul pays que nous aimons et qui souffre.



Le corps sanglant du député monarchiste Calvo Sotelo assassiné, le 13 juillet, par des gardes d'assaut.



Le serment des amis de Calvo Sotelo au cimetière où fut inhumé la victime. — Photographies Keystone.



A la frontière de Gibraltar, devant le rocher, des sentinelles marocaines gardent la route.



Un pont de fortune établi par les insurgés, sur l'emplacement de l'ancien pont détruit par les gouvernementaux, près de Huesca.



Une pièce d'artillerie au quartier général des insurgés à Vera.
Photographies Associated Press.



A Barcelone : rassemblement des camions emmenant des contingents de miliciens populaires à l'attaque de Saragosse. — *Unionphoto-Reissner.*
CHEZ LES GOUVERNEMENTAUX ET CHEZ LES INSURGÉS



Avion prêt au départ pour aller bombarder Saragosse.



Artillerie gouvernementale montée sur camion.

LA GUERRE CIVILE EN ESPAGNE

Les origines du mouvement

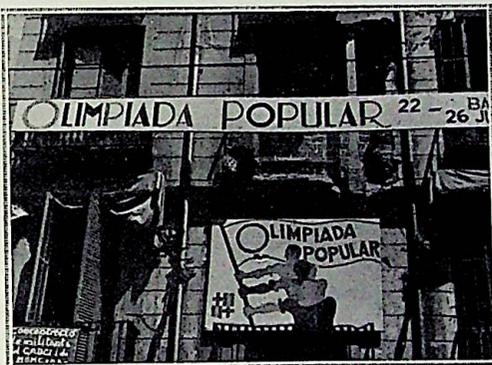
Sans doute peut-on faire remonter l'origine du conflit actuel au temps même de la révolution espagnole qui, en raison de la division des esprits, des divers climats politiques des provinces, et aussi des contradictions de la race, ne pouvait faire l'unanimité de la nation. Les élections à la Constituante, en 1931, assurèrent le pouvoir des partis de gauche et la mise en œuvre, déjà tourmentée, de leur programme de réformes. Les élections de novembre 1933 provoquèrent une réaction conservatrice. Le renouvellement des Cortès en 1936 assura le triomphe du *Frente Popular*; celui-ci, fort exalté par sa victoire, fut exaspéré par une opposition demeurée, dans le pays encore plus qu'au parlement, extrêmement combative. Entre les extrémismes de droite et de gauche, le gouvernement issu des élections de février a tenté péniblement de maintenir le régime, assuré, disait-il, que la majorité de la population acceptait de voir appliquer dans la légalité des réformes hardies. C'était méconnaître, sans doute, les violences partisans et dogmatiques du caractère espagnol. Tandis que les masses ouvrières, dirigées par des organisations puissantes, se montraient hostiles à

un réformisme tempéré, les conservateurs, mis en échec par la dernière consultation électorale, reconstituaient leurs forces. Le désordre économique et politique, les grèves continues, les excès et les représailles, marqués par de nombreux

sante que constituait la pression communiste valurent des alliances nouvelles à l'opposition traditionaliste.

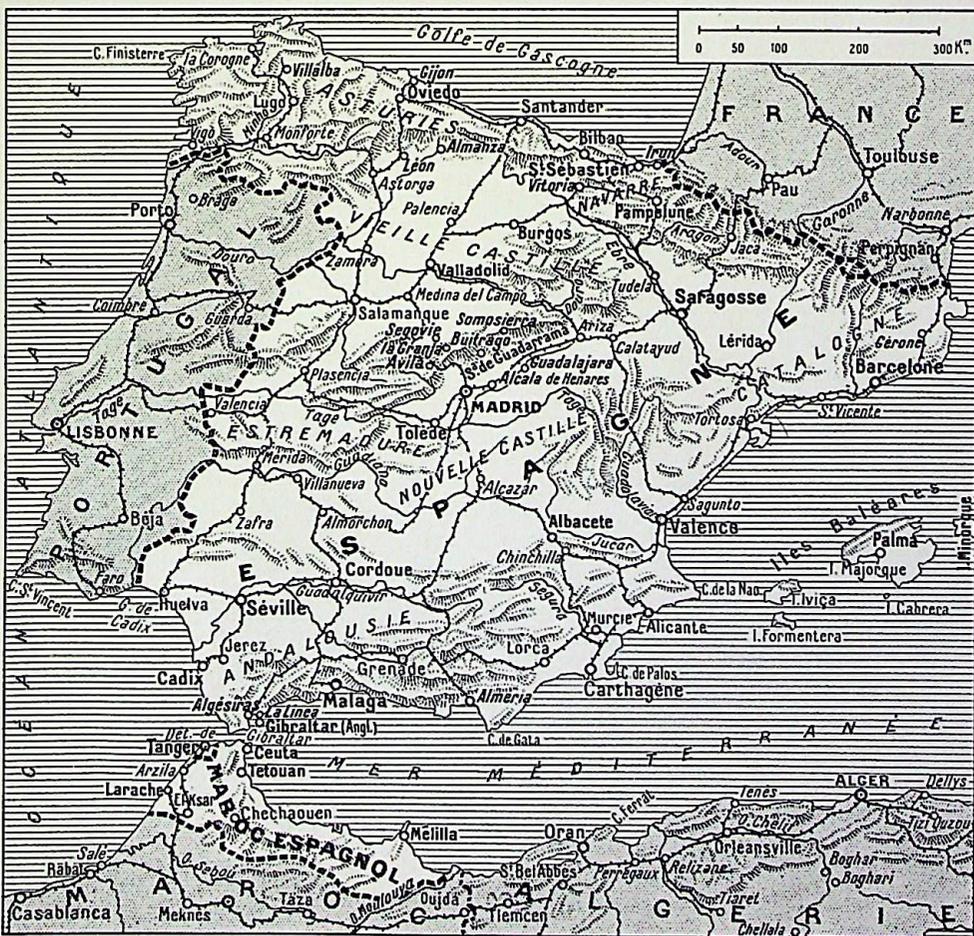
Des mesures de méfiance peut-être trop brutales exaspèrent certains chefs militaires, dont la disgrâce ne supprima point l'influence sur les états-majors et sur les troupes. Et il apparut bientôt que deux grandes fractions espagnoles, aux conceptions farouchement contradictoires, faisaient deux mondes distincts qui ne pouvaient coexister.

Le cabinet Quiroga, composé de républicains de gauche et de radicaux de la nuance socialisante de M. Martinez Barrio, vécut ses heures les plus difficiles quand il connut qu'il avait à défendre le régime à la fois contre la menace d'un coup de force de la droite et contre l'usurpation de l'autorité de fait par un extrémisme de gauche qui ne cessait d'entretenir dans le pays l'agitation des masses et dont le but proclamé restait la révolution sociale totale, le Front populaire n'étant pour lui qu'une simple phase préparatoire de cette révolution. La crise, dans la première quinzaine de juillet, était latente. Elle devait être précipitée par un geste sanglant qui décida de la guerre civile : l'assassinat, dans des conditions odieuses et par des hommes appartenant aux milices gouvernementales, de M. Calvo Sotelo, chef du groupe parlementaire monarchiste.



La façade canonnée du siège des Olympiades populaires à Barcelone.

attentats individuels que le gouvernement de Madrid n'avait le pouvoir ni de prévenir ni de réprimer, et par-dessus tout la menace grandis-



L'occupation insurgée, dans la première phase, s'est étendue : au Nord jusqu'à Valladolid et Saragosse ; au Sud, de Huelva à Almería, remontant en pointe jusqu'à Tolède.

L'ASSASSINAT DE M. CALVO SOTELO

En réplique au meurtre d'un de leurs officiers abattu à coups de revolver par quatre inconnus au moment où il allait prendre son service, plusieurs gardes d'assaut enlevèrent de son domicile, le 13 juillet, M. Calvo Sotelo, à qui cependant avait été donnée une protection de police. Quelques heures plus tard on découvrait dans le cimetière municipal de Madrid le cadavre du député monarchiste, ancien ministre des Finances de la dictature Primo de Rivera. M. Calvo Sotelo avait été tué d'une balle de revolver à la nuque.

Cette exécution d'un adversaire politique par des hommes du *Frente popular*, ce geste atroce de représaille spontanément exercée par des miliciens volontaires du gouvernement, devait provoquer dans toute l'Espagne une émotion qui, chez les opposants, prit la forme d'une fureur sacrée.

A la députation permanente des Cortès, réunie sous la présidence de M. Martinez Barrio, président de la Chambre, pour discuter de la prolongation de l'état d'alarme, le comte de Valellano, qui remplaçait M. Calvo Sotelo comme chef de la « Rénovation espagnole », prononça un violent réquisitoire contre le gouvernement tenu pour responsable du meurtre du leader monarchiste. « Ce crime sans précédent dans notre histoire politique, déclara l'orateur, a été commis par les propres agents de l'autorité, grâce à l'ambiance créée par les incitations à la violence et à l'attentat personnel contre les députés de droite qui sont proférées chaque jour au parlement. Le président du Conseil lui-même a menacé Calvo Sotelo de le rendre responsable personnellement, à priori, sans enquête, d'événements faciles à prévoir, qui pourraient se produire en Espagne. Triste destin que celui d'un gouvernement sous les ordres duquel les agents de l'autorité se transforment en délinquants ! Nous ne pouvons vivre un moment de plus au côté des complices moraux de ces

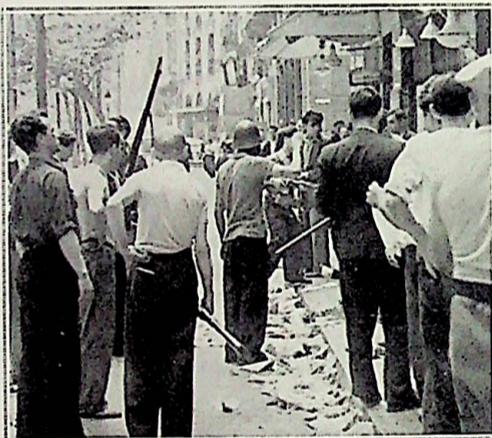


A Barcelone : départ de troupes envoyées contre les insurgés de Saragosse.

actes. Nous ne voulons pas tromper le pays et l'opinion internationale en acceptant un rôle dans la farce qui consiste à peindre l'existence d'un Etat civilisé et normal, quand en réalité, et depuis le 16 février, nous vivons en pleine anarchie sous le règne d'une monstrueuse subversion de la morale qui a réussi à mettre l'autorité et la justice au service de la violence et du crime. »

Parlant à son tour du meurtre, M. Gil Robles accusa le Front populaire d'avoir excité les esprits jusqu'au paroxysme et mit directement en cause le président du Conseil. « Le sang de M. Calvo Sotelo, conclut-il, noiera le gouvernement. »

Le chef socialiste, M. Indalecio Prieto, reconnut, en le déplorant, que le pays se trouvait plongé dans un état de guerre civile et d'anarchie qui déshonorait l'Espagne. Mais il serait injuste, ajouta-t-il, d'en rejeter la responsabilité exclusive sur le Front populaire, alors que la répression du mouvement d'octobre 1934, en particulier, a contri-



Pendant une perquisition à Barcelone.

bué beaucoup à créer l'ambiance actuelle. « Les socialistes, ajouta M. Prieto, sont disposés à approuver toutes les mesures susceptibles d'apaiser les esprits. »

Les esprits ne s'apaisèrent point, en dépit des arrestations de gardes d'assaut par quoi le gouvernement affirmait se désolidariser du meurtre. Aux obsèques de la victime M. Goicoechea, au nom du parti monarchiste, déclara, la main tendue vers la tombe : « Je te promets de venger ta mort. Notre mission est de sauver l'Espagne et nous la sauverons ! »

L'INSURRECTION

L'insurrection dès lors était décidée, sa date probablement fixée et, le 17 juillet, quatre jours après le meurtre de M. Calvo Sotelo, le mouvement éclatait à la fois au Maroc, aux Baléares, dans la Péninsule et toute l'Espagne était à feu et à sang. Le signal fut donné aux Baléares et



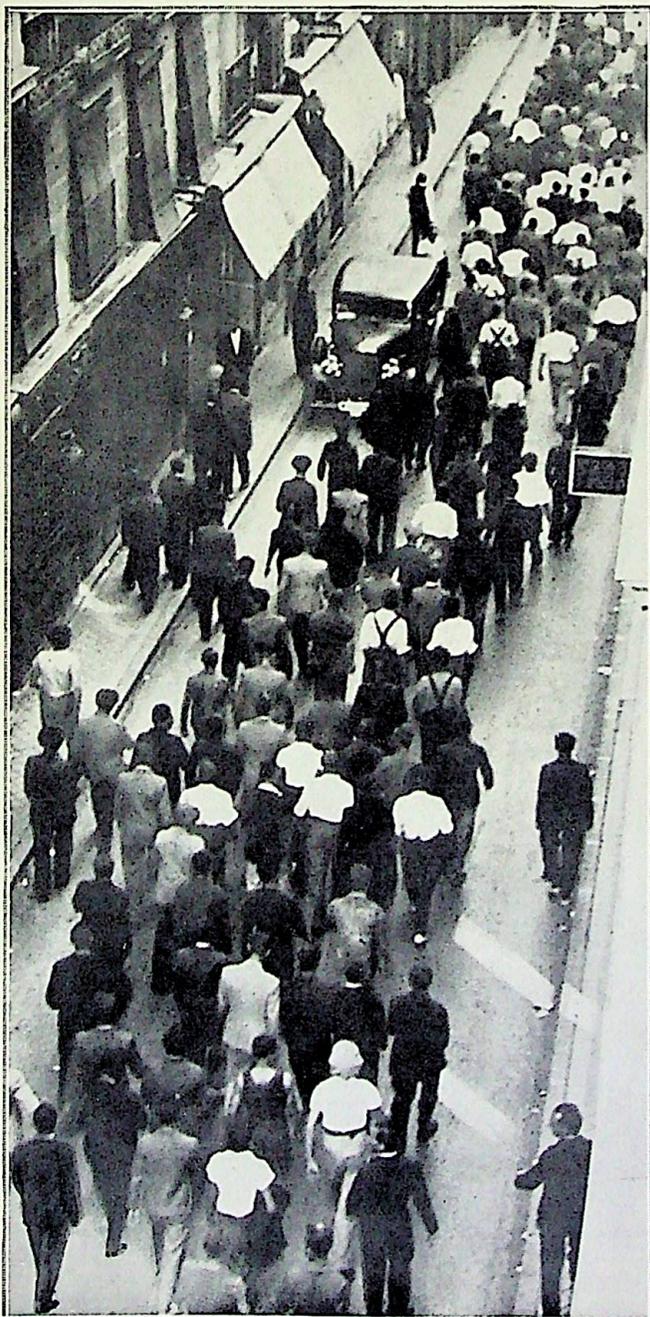
Des volontaires de la milice populaire à Madrid.

Photographies Keystone.





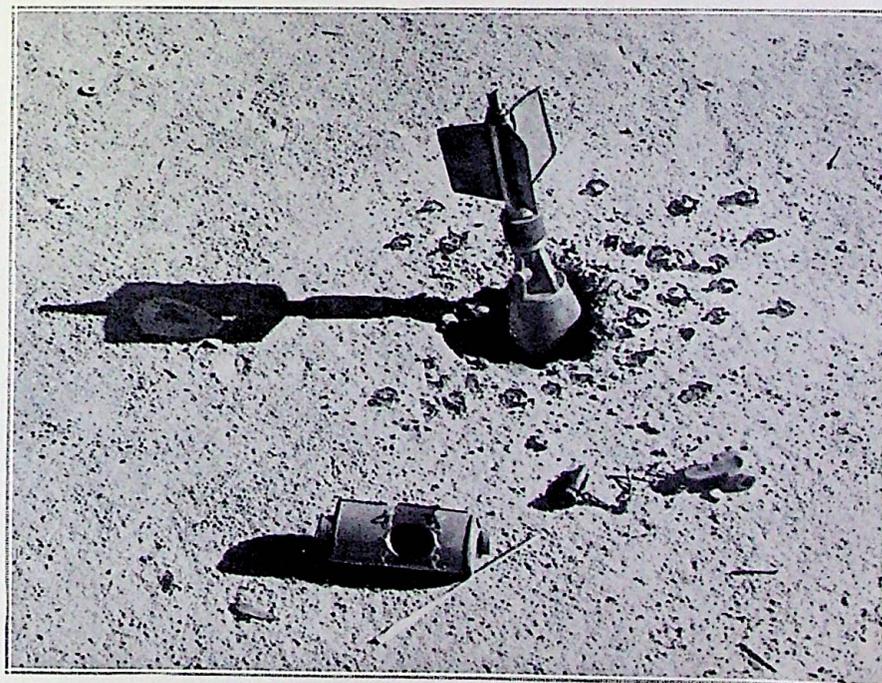
Après l'échec de la révolte à Madrid : la foule se rue vers la caserne de la Montana reprise par les forces du gouvernement.



Des volontaires vont en cortège chercher des armes.



Des officiers faits prisonniers à la caserne de la Montana sont encadrés par les miliciens.



Une bombe d'avion, non éclatée, dans un jardin.

LES HEURES SANGLANTES DE MADRID

Photographies Keystone.



Cadavres d'officiers et de soldats dans la cour de la caserne.



Les parents des victimes viennent reconnaître les corps.
APRÈS LA REPRISE DE LA CASERNE DE LA MONTANA



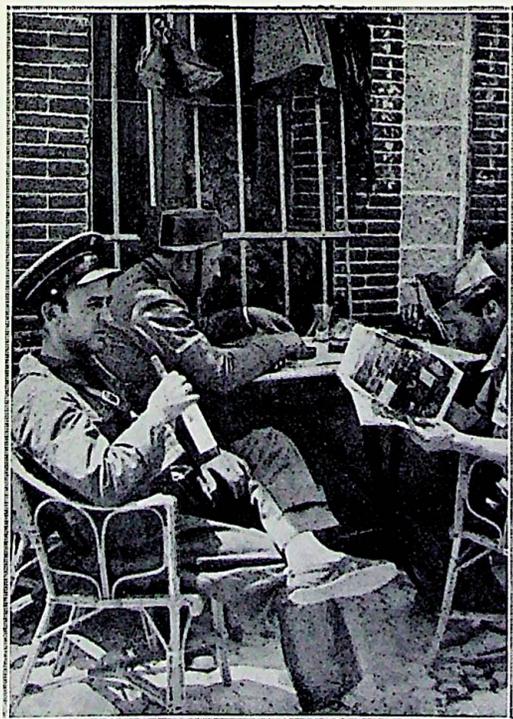
L'initiation au maniement du fusil.



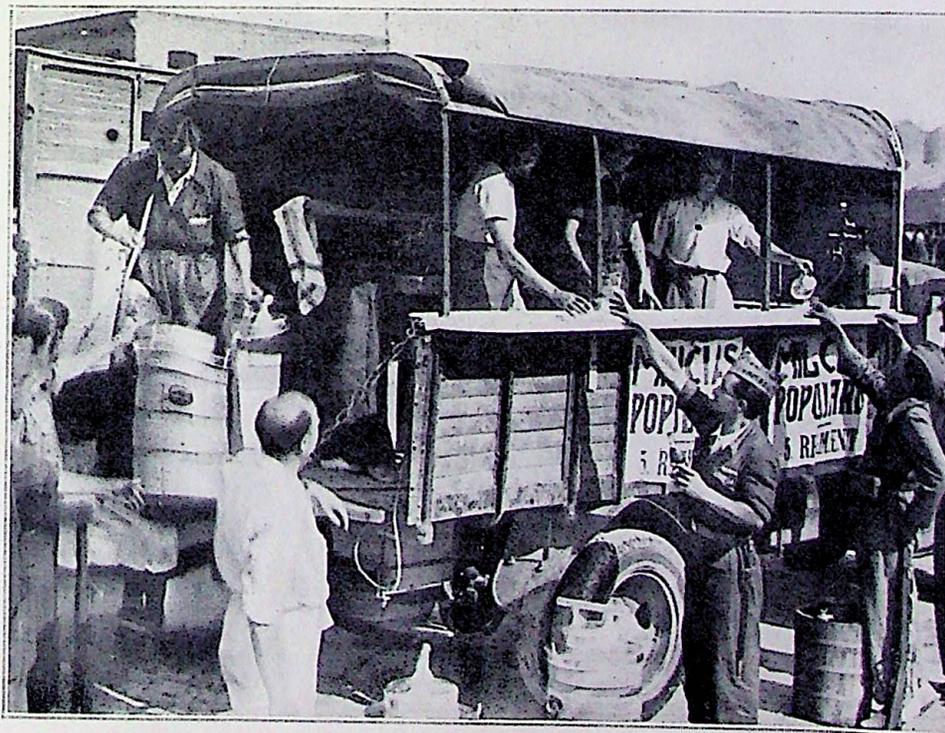
En famille dans la cour de la caserne de la Montana.



Autos gouvernementales et miliciens dans une petite ville bombardée de la sierra Guadarrama.



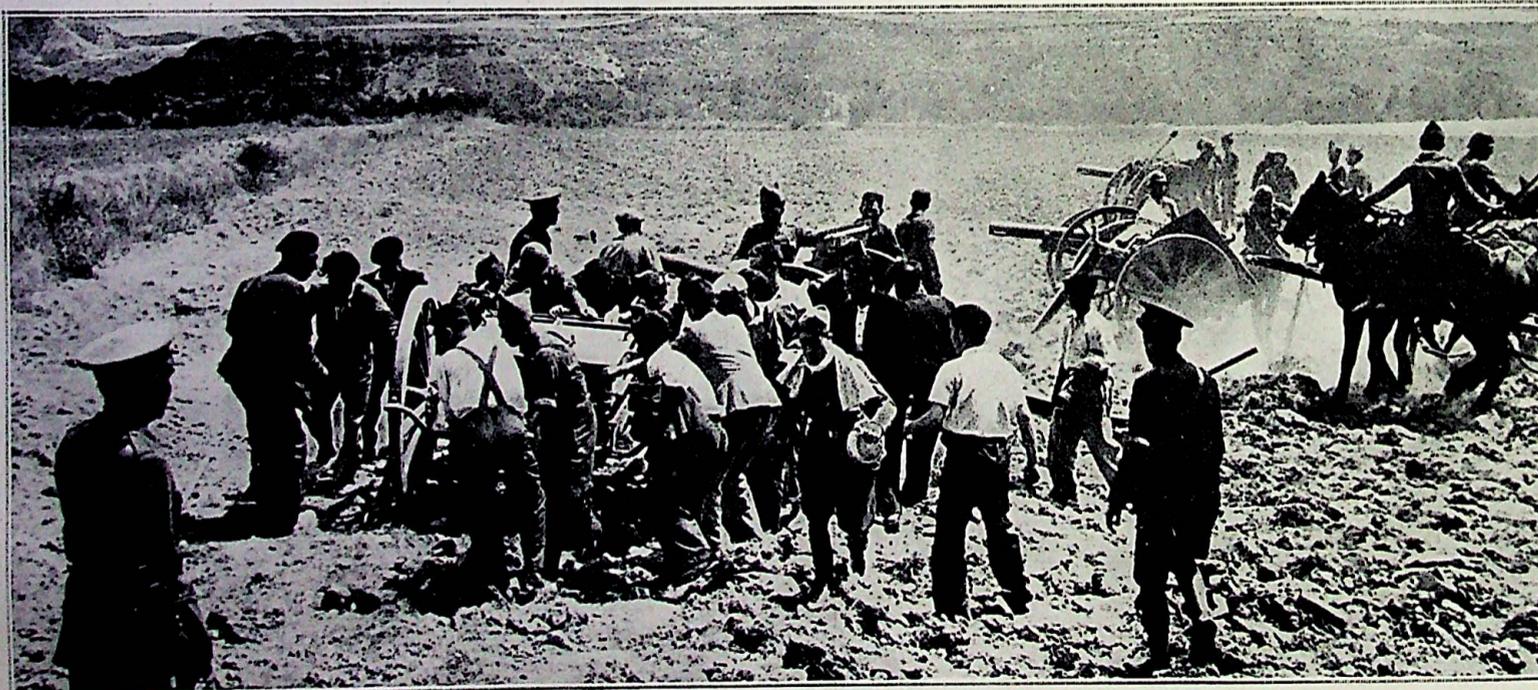
Un poste de carabiniers et de soldats fidèles au gouvernement.



Le service des « autos-bars » destiné à rafraîchir les miliciens de garde dans les faubourgs de la ville.



DU COTÉ DES INSURGÉS. — Le bombardement d'Utrera (à 30 kilomètres de Séville) et la fouille d'un groupe de communistes prisonniers (les mains sur la tête pendant qu'on les désarme).



DU COTÉ DES GOUVERNEMENTAUX. — Une mise en batterie par des artilleurs et des hommes de la milice populaire aux environs de Guadalajara.
DANS LE SUD ET DANS LE NORD DE L'ESPAGNE



Caridad Mercader, membre du comité central communiste espagnol, entraîne ses miliciens vers l'hôtel des Postes.

au Maroc dont les garnisons se soulevèrent. Les officiers qui voulaient résister furent faits prisonniers ou même tués par les mutins. Presque aussitôt, tout le protectorat marocain se trouva aux ordres du général Franco, qui fit une entrée triomphale à Ceuta, le 19 juillet. Le premier communiqué gouvernemental du 18 avouait qu'une partie de l'armée du Maroc s'était insurgée, mais il ajoutait que « personne, absolument personne ne s'était joint dans la Péninsule à une tentative aussi absurde ». Cela n'était pas exact ou allait, le jour même, cesser de l'être. Dans presque toutes les villes d'Espagne, en effet, avec une concordance qui suffit à prouver une préparation minutieuse, généraux et officiers, à la tête de leurs troupes qui ne savaient pas toujours à quelle aventure on les menait, cherchaient à renverser les autorités civiles et à s'emparer des points stratégiques. Ce fut avec des fortunes diverses. Les insurgés l'emportèrent assez facilement dans le Sud, notamment à Cadix et à Séville, où le général Queipo de Llano prit la direction des opérations. Ils réussirent moins bien à Huelva et à Malaga. Cette dernière ville, qui a beaucoup souffert, resta aux mains des communistes. Les environs de Gibraltar virent de sanglants combats.

Si l'insurrection s'est déclenchée brusquement dans l'émotion et la colère provoquées par le meurtre de M. Calvo Sotelo, elle ne fut cependant point un événement spontané. Il semble que la conjuration était préparée depuis environ deux mois entre un certain nombre de généraux, et un personnage dont le nom a été souvent prononcé dans la politique espagnole depuis la chute de la monarchie : le général Sanjurjo, paraît avoir eu



L'examen attentif des colis à la douane de Barcelone aux premiers jours de l'insurrection.

dans le prologue insurrectionnel un rôle prépondérant.

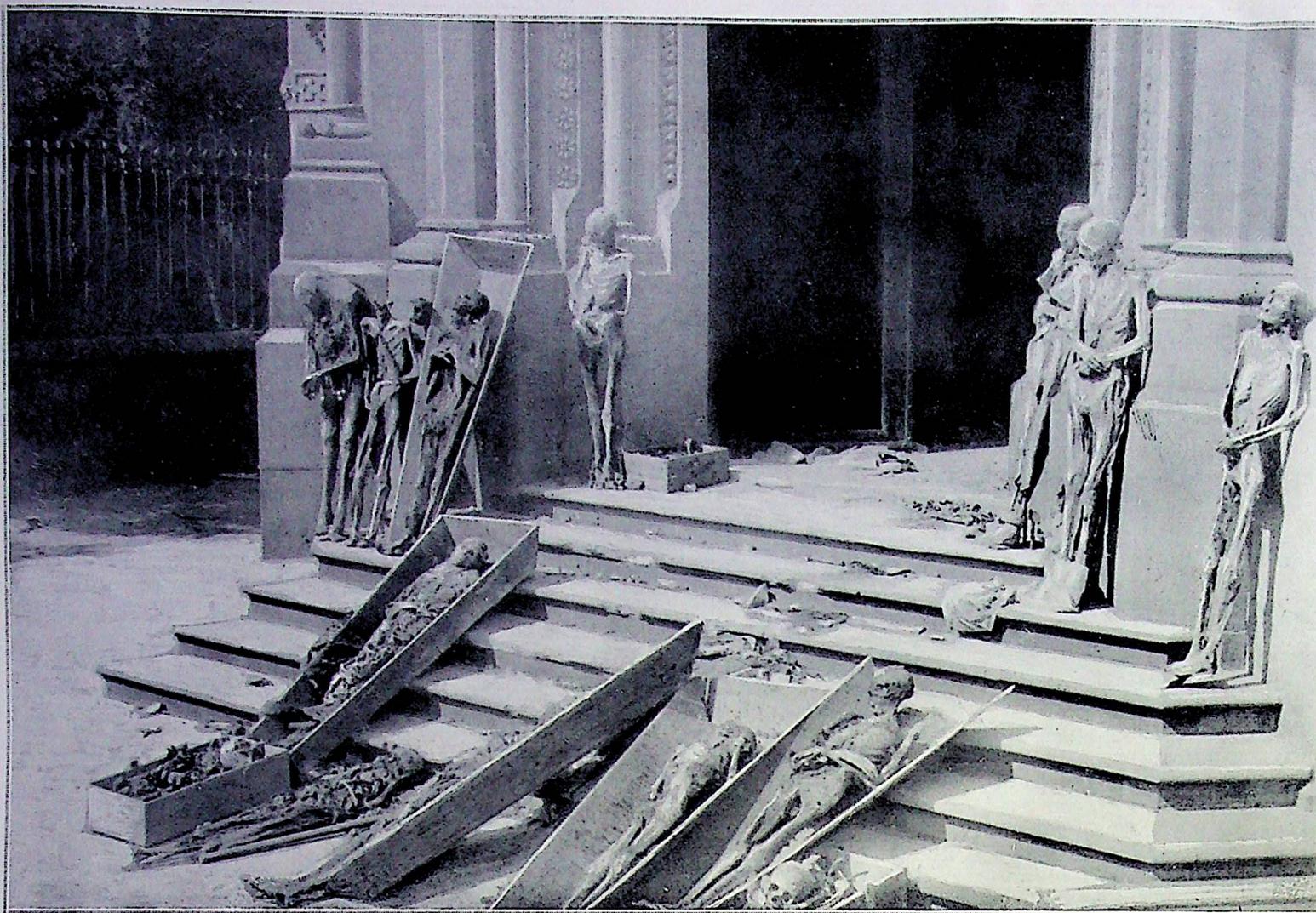
Cet ancien commandant en chef de la garde civile avait puissamment aidé à l'installation de la République en 1931, mais l'année suivante, alors qu'il commandait la division de Séville, il avait fomenté une insurrection contre le gouvernement Azana. Arrêté, il fut condamné à mort et vit sa peine commuée en travaux forcés à perpétuité. L'amnistié de 1934 le libéra. Il se retira alors au Portugal, à Estoril, près de Lisbonne. Le 20 juillet, à l'aérodrome de Cascaes, il prenait place sur un avion piloté par l'aviateur Ansaldo, à desti-

culièrement les troupes du Maroc où les légionnaires et les « réguliers » avaient pour leurs officiers un attachement très vif. La sédition marocaine devait en être facilitée. Malgré tout, le gouvernement a été surpris. Il ne s'attendait pas à un déclenchement aussi brutal. Le président de la République se disposait même à partir pour Santander où il aurait passé l'été.

Sans doute fit-on grief au cabinet Quiroga de n'avoir pas été assez prévoyant. Démissionnaire après les premières heures de l'insurrection, il a été remplacé par un cabinet Giral, M. Martinez Barrio ayant renoncé à former le ministère. Le



Dans les rues de Barcelone...



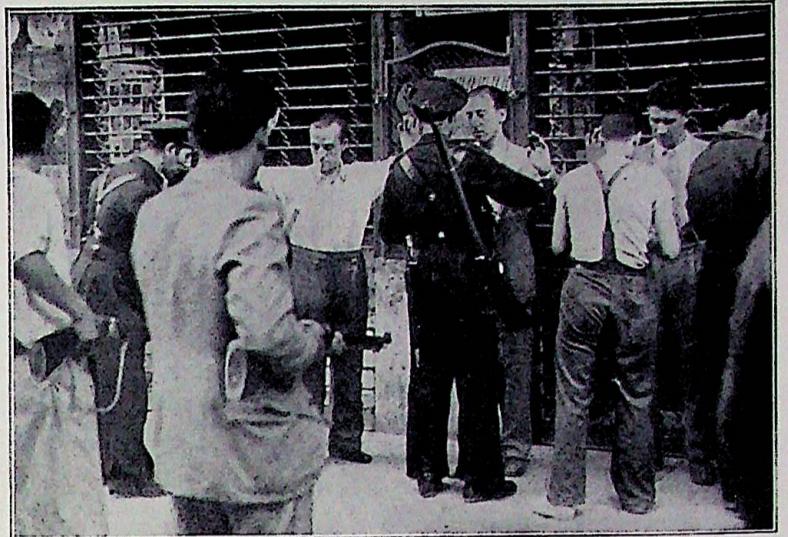
Carmélites arrachées à la tombe et exposées sur le parvis d'une église.



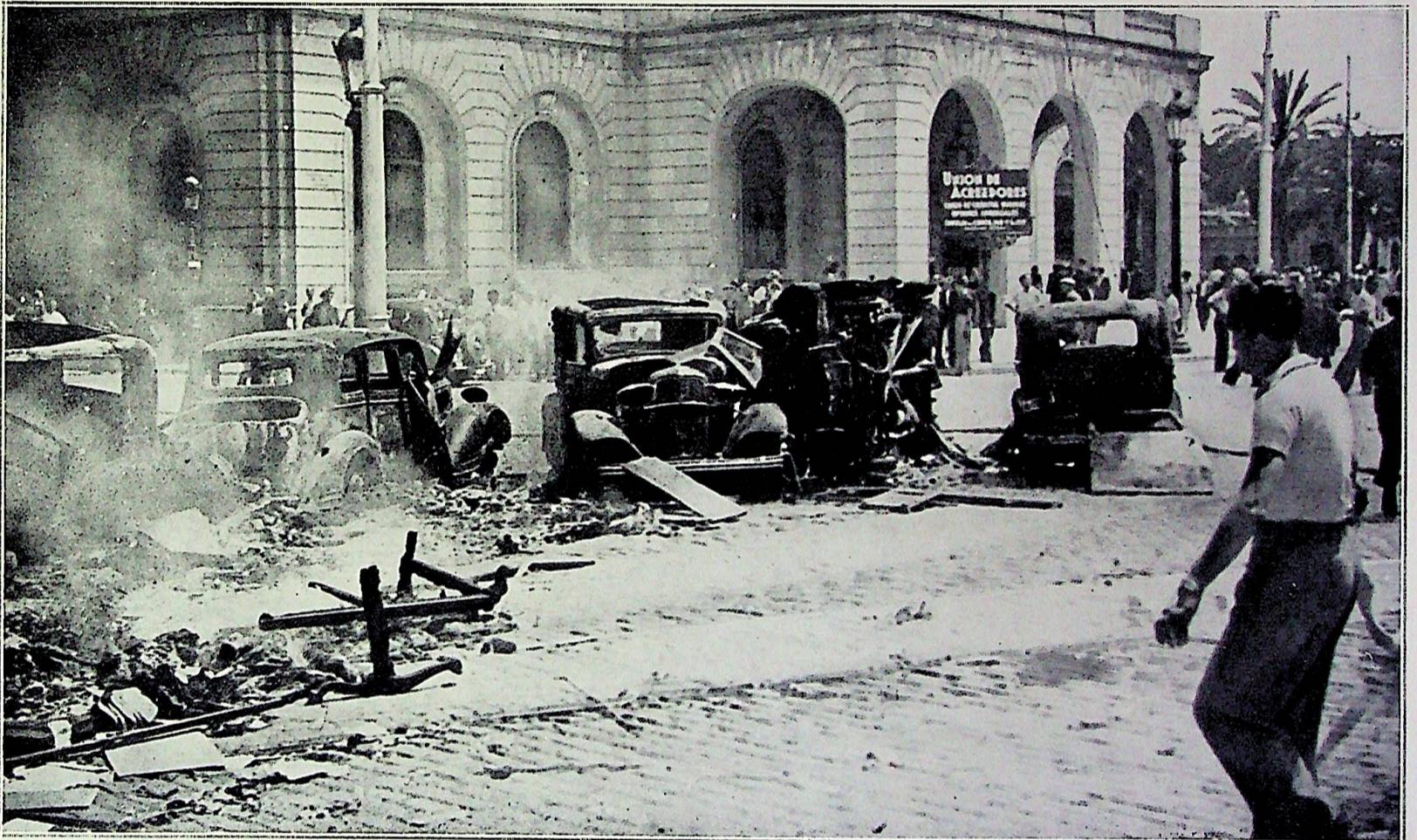
Après une rencontre, plaza Cataluña : des corps d'hommes et de chevaux tués et blessés sont restés sur place...
et les pigeons familiers sont revenus picorer.



Une mitrailleuse en batterie à l'entrée d'une rue.



La fouille méthodique des suspects.



Des autos se consomment sur la Rambla...



Un transport de blessés.



On essaie de brûler les cadavres des chevaux.

SCÈNES DE GUERRE CIVILE A BARCELONE

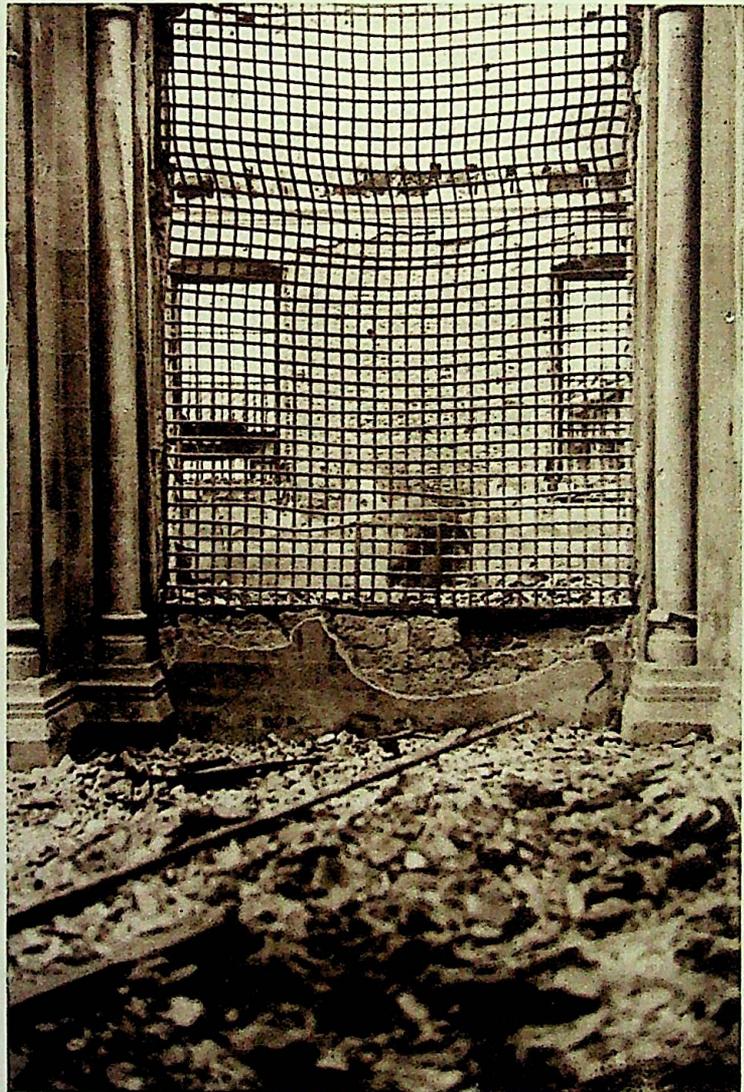
Photographies Keystone et Associated Press.



La progression dans les rues de Tolède en direction de l'Alcazar, où sont réfugiés des insurgés. — *Phot. Rol.*

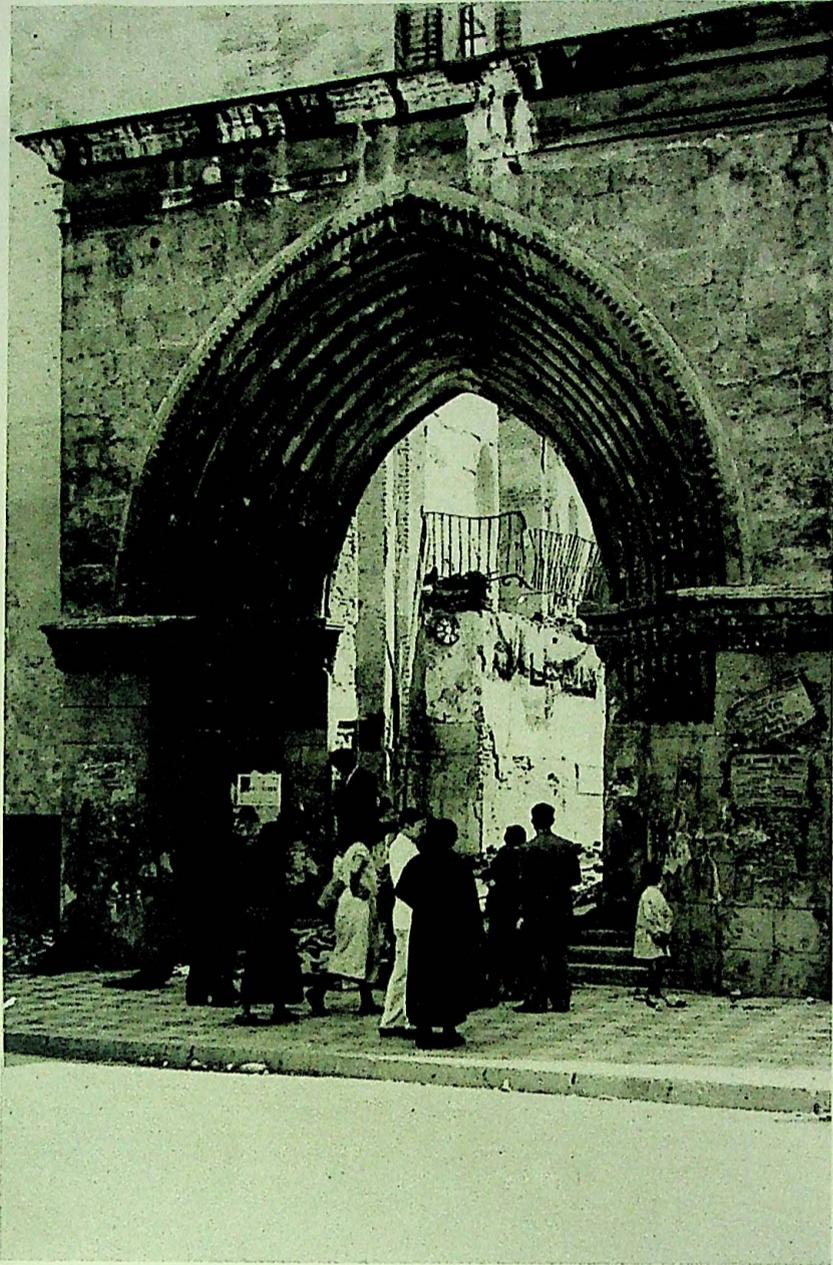


Devant l'église de Las Salesas, à Barcelone. — *Phot. Merletti.*



Une grille du cloître de « Las Mercedarias », à Séville. — *Phot. Serrano.*

RUINES, DÉCOMBRES...



Le porché de l'église Omnium Sanctorum (Séville).



L'abside de l'église de Belen (Barcelone).



La nef de Santa Anna (Barcelone).



La façade de San
LA GRANDE PITIÉ DES
Photographies



Le chœur de Santa Anna (Barcelone).



Une chapelle de l'église San Gil (Séville).



Madrona (Barcelone).



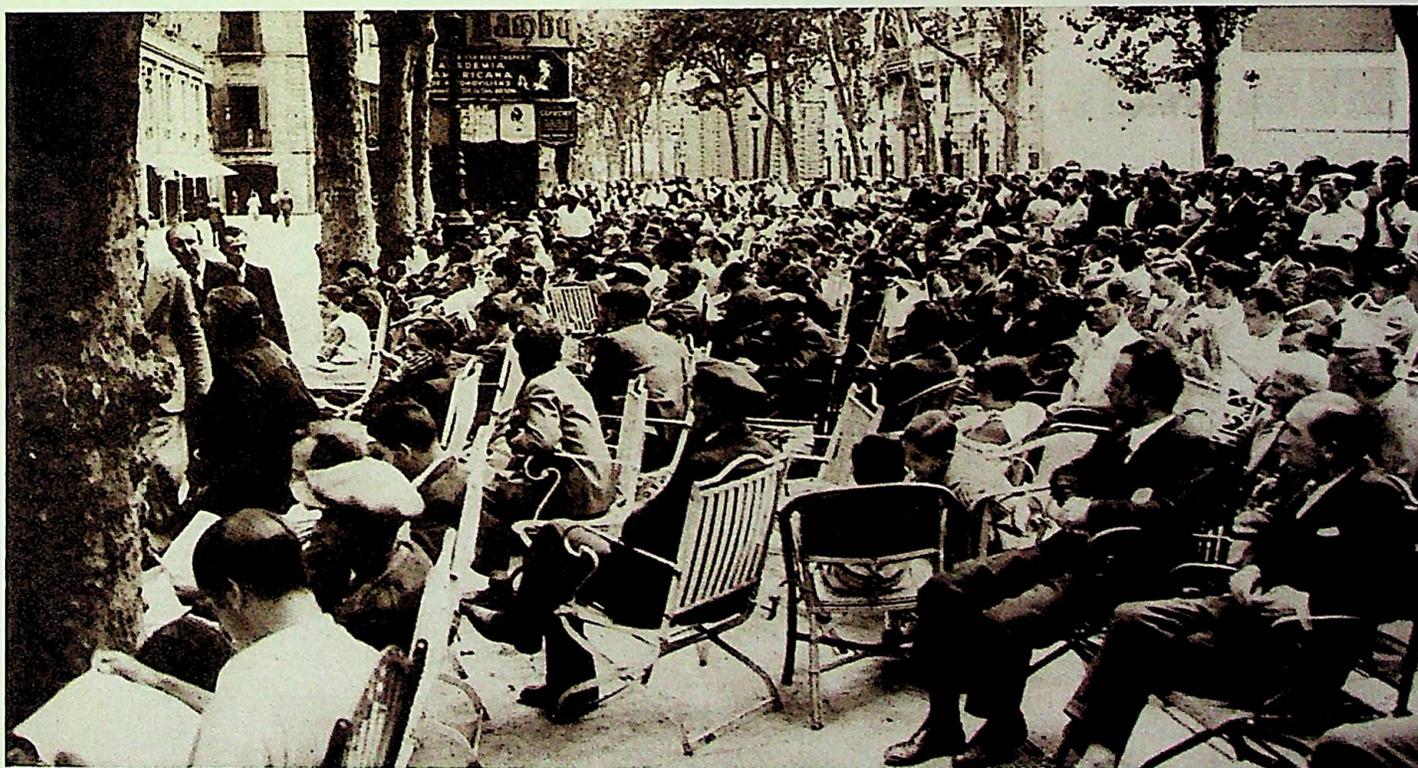
L'église San Francisco (Barcelone).



Deux officiers insurgés faits prisonniers quittent l'hôtel Colon devenu le siège du parti socialiste unifié catalan.



Défilés de miliciens armés.



La foule paisiblement rassemblée sur les « ramblas » pour écouter les nouvelles.

LES CONTRASTES DE BARCELONE

Photographies Merletti.

premier acte du gouvernement Giral a été d'armer les masses populaires.

LES FORCES EN PRÉSENCE

Au début du mouvement, le quartier général de l'insurrection s'est trouvé à Tetouan, sur la côte marocaine, avec pour chef le général Franco, arrivé des Baléares par avion, dès le 17 juillet. Celui-ci, qui n'est âgé que de quarante-trois ans, est une des figures les plus marquantes de l'armée espagnole. Après s'être illustré dans la guerre du Rif, il était parvenu au poste de chef d'état-major, mais l'avènement du Front populaire lui avait valu d'être envoyé en disgrâce à Las Palmas comme gouverneur militaire des îles.

A Tetouan, le général Franco fit aux premiers journalistes qui l'interrogèrent quelques déclarations sur le sens et l'origine du mouvement. Il ne s'agissait nullement, a-t-il précisé, d'une tenta-

gère et formations indigènes, s'est trouvé contrarié et pratiquement empêché, aux heures décisives, par la flotte et par l'aviation. Les insurgés, en effet, n'ont pas été suivis autant qu'ils l'espéraient par les marins et par les aviateurs. Sur les navires de guerre, les matelots ont refusé d'obéir à leurs officiers. Ils les ont séquestrés ou tués. L'intervention de la flotte, croisant dans le détroit de Gibraltar, aurait pu être fort dangereuse pour les insurgés si les bâtiments avaient été en mesure immédiate de se ravitailler. Mais, faute de combustible, ils durent s'immobiliser à Tanger ou s'abriter à Gibraltar, et leur présence ici et là ne fut pas sans créer des complications internationales. Quant à l'aviation, demeurée en grande partie fidèle au gouvernement, elle lui fournit de précieux moyens de défense et d'attaque en cette première phase où le général Franco n'avait encore pu que faiblement organiser ses forces aériennes.

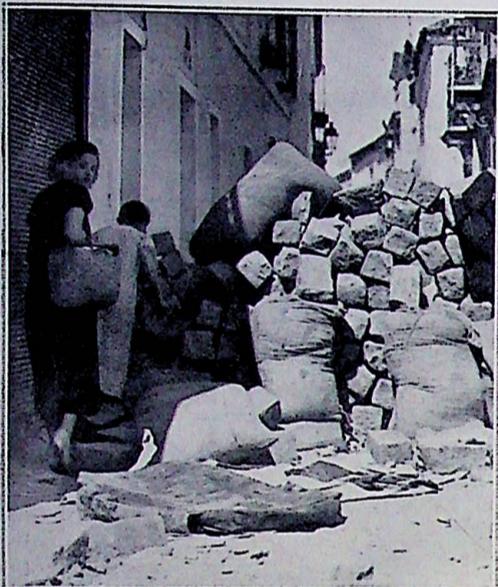
Il est difficile de faire un tableau exact de l'Espagne en guerre, car il est des régions pour lesquelles les renseignements demeurent très imprécis. On peut admettre que, dans le Guipuzcoa, au nord ; dans les provinces au sud-est de Madrid et jusqu'à la Méditerranée, le gouvernement a maintenu son autorité ou l'a à peu près reconquise. Mais les rebelles sont maîtres du Sud-Ouest de la Péninsule et d'une grande partie du Nord, où ils tiennent la Navarre avec Pampelune, l'Aragon avec Saragosse, la province de Leon avec Leon et Valladolid, la Vieille Castille avec Burgos et Ségovie. Les deux échecs les plus sensibles de l'insurrection, et qui ont gravement compromis ses débuts, furent à Madrid et à Barcelone. A Madrid, les milices populaires ont pris d'assaut les casernes où les troupes s'étaient retranchées. De véritables scènes de carnage ont eu lieu, notamment à la caserne de la Montana. Finalement, la sédition a été complètement matée. A Barcelone, on s'est battu avec acharnement pendant plusieurs jours. Là encore, le gouvernement de la Généralité eut le dessus, et les chefs des rebelles, les généraux Goded et Buriel, furent emprisonnés en attendant d'être jugés et fusillés.

Cependant, un vaste mouvement d'encerclement se dessinait autour de Madrid, que les insurgés, venus du Nord, où commandait le général Mola, et du Sud, où le général Queipo de Llano établit son quartier général à Séville, s'efforçaient à la fois d'investir et d'affamer. Les effectifs envoyés du Nord ont pour point de concentration la Sierra de Guadarrama, dont les passes montagneuses défendent le nord de Madrid. C'est à leur rencontre que se sont portées les milices du Front populaire qui n'ont cessé de leur livrer bataille pour la possession des cols.

La guerre, lente sur les champs de bataille, prend son caractère le plus affreux dans les villes, où les passions et les haines sont aux prises. On a, dès la première semaine, parlé de vingt mille, de vingt-cinq mille morts. Et l'on ne disait pas le



Fenêtres d'une maison protégées par des matelas et d'où tiraient les miliciens populaires.



Une barricade à Séville.

tive monarchiste pour rétablir la dynastie déchu ni même, malgré les apparences, d'un pronunciamiento militaire. Sans doute, l'armée avait-elle pris l'initiative de la révolte, mais elle n'agissait pas seule ni pour son compte : elle avait avec elle tous les Espagnols qui voulaient arrêter leur pays sur la pente révolutionnaire où il glissait et l'arracher au marxisme. Si l'entreprise réussissait, le nouveau régime instauré respecterait les institutions républicaines.

D'après le général Franco, toute l'armée était avec l'insurrection. « Je mets au défi les communiqués gouvernementaux, a dit quelqu'un de son entourage, de citer le numéro d'un seul régiment qui se soit rallié en corps aux ordres de Madrid. » Affirmation qui s'est prouvée excessive. Si elle était vraie, dans une large mesure, pour les officiers, elle l'était moins pour les soldats qui, dans bien des unités, sont restés partiellement fidèles et où des sous-officiers ont pris le commandement. Le gros des forces gouvernementales n'en est pas moins constitué par les gardes d'assaut, les gardes civils — d'un loyalisme plus incertain — et par les masses populaires, volontaires armés en hâte et naturellement indisciplinés. La plupart d'entre ces miliciens sont des syndicalistes ou des membres de la Fédération anarchiste ibérique. Sans doute y avait-il urgence, pour le gouvernement, d'improviser des troupes avec les éléments qui s'offraient à lui. Il n'en est pas moins apparu que ce fut une expérience hasardeuse de mettre des fusils et des mitrailleuses entre toutes les mains. Les insurgés, eux aussi d'ailleurs, se sont renforcés de civils : jeunes gens des ligues dans les centres urbains et, dans les campagnes, paysans réfractaires aux idées marxistes.

Que furent, au début, les gains et les pertes de l'insurrection ?

Si, dès les premiers jours, les troupes du Maroc, éléments de choc, avaient pu être transportées en Espagne et dirigées sur Madrid, le gouvernement se fût trouvé tout de suite en péril. Mais le débarquement des effectifs marocains, légion étran-



Miliciens aux aguets à une fenêtre. PENDANT LES COMBATS DE TOLÈDE



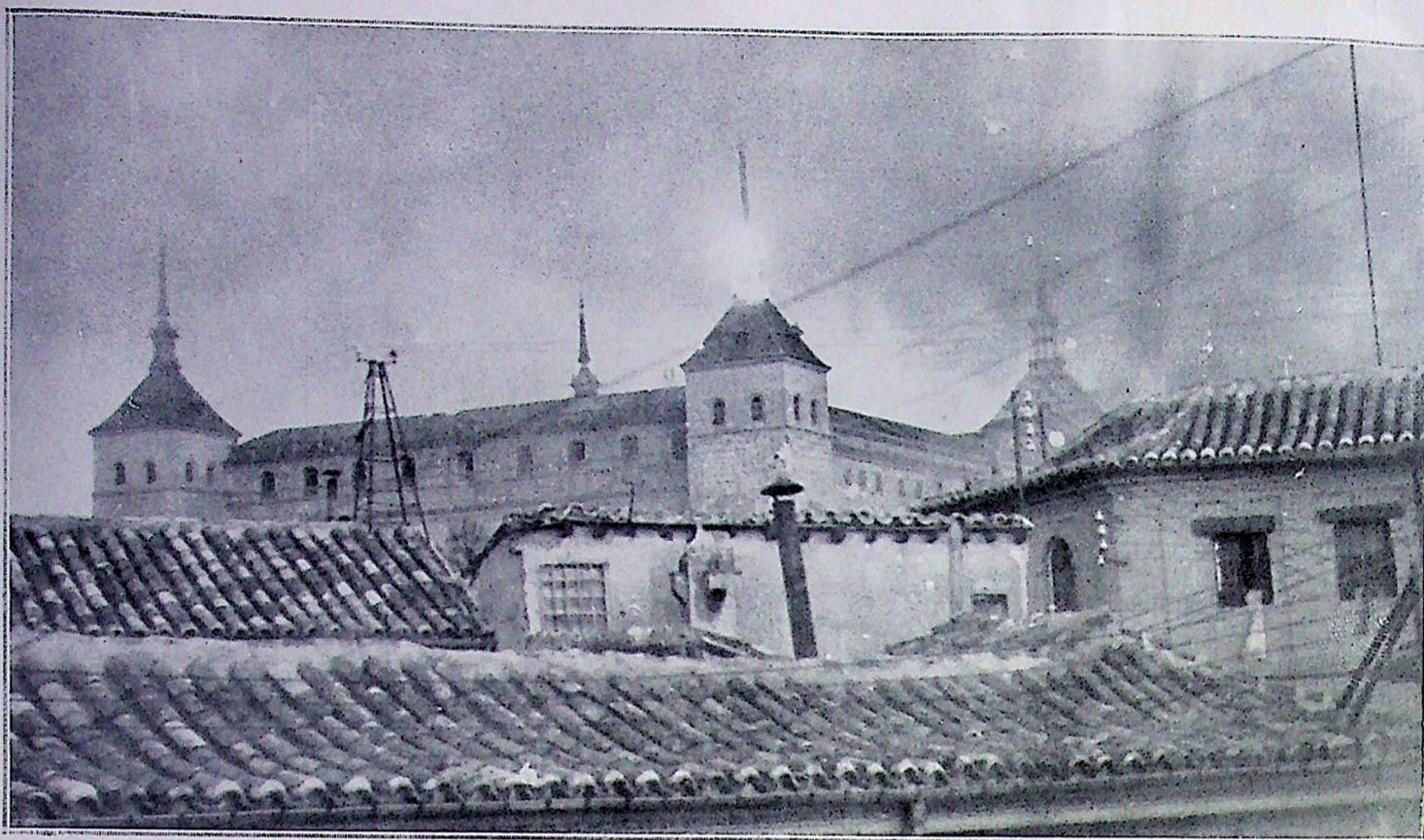
Un insurgé blessé à Burgos.

nombre des blessés, ni celui des prisonniers suspects ou des otages emprisonnés. La répression, quand elle sévit, est aussi meurtrière que le combat. Il y a eu des exécutions en masse, à la mitrailleuse, et l'on ne compte pas les meurtres individuels. Parmi les exécuteurs comme parmi les victimes on a vu des garçons de quinze ou seize ans. Ajoutons d'ailleurs que ces drames, dont on ne saurait dès maintenant écrire l'histoire, restent assez mal connus.

C'est même là une singularité curieuse de l'époque où nous vivons. Le téléphone, le télégraphe, la T. S. F., la radiodiffusion, l'aviation ont pratiquement supprimé les distances. Une nouvelle peut être propagée instantanément dans le monde entier. Et pourtant nous sommes aussi peu informés des événements espagnols que si tous ces moyens modernes n'existaient pas. Non que les nouvelles manquent : mais elles sont à ce point confuses ou contradictoires qu'il est à peu près impossible de faire le départ entre la vérité, le mensonge et la fantaisie. Les deux sources principales sont les radios émises par les dirigeants des deux partis antagonistes. Or, ils cherchent beaucoup moins à renseigner qu'à encourager des partisans ou à démoraliser l'adversaire. La radio, elle aussi, est une arme de guerre. Quant aux correspondants de presse — ceux qui étaient déjà sur place comme ceux qui sont parvenus à s'infiltrer en Espagne ou à y atterrir en avion — ils voient leurs dépêches arrêtées par la censure et les communications téléphoniques leur sont inter-



A TOLÈDE : DES COMBATTANTS DU FRONT POPULAIRE, A L'ASSAUT DE LA PLACE ZOCODEVER, S'ABRITENT DERRIÈRE UN TANK



L'Alcazar en flammes.

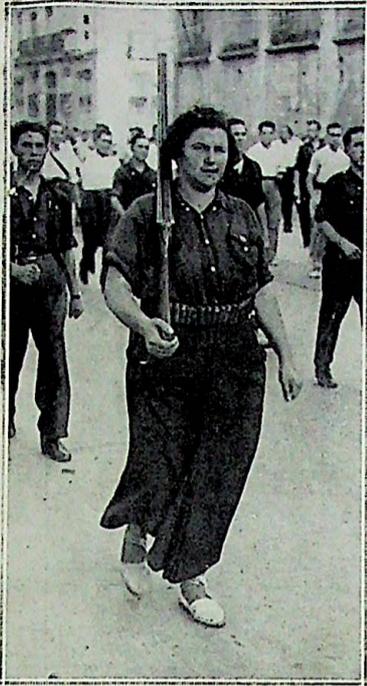


LES COMBATS DE TOLÈDE. — Une barricade à l'entrée de la place Zocodever.

dites. Il leur faut une ingéniosité inouïe et bien du courage aussi pour réussir à faire connaître ce qu'ils voient et ce qu'ils prévoient. Suspectés, souvent brimés, ils courent plus de risques assurément que les correspondants de guerre attachés aux états-majors respectifs des deux armées adverses ; et l'un d'eux, M. Guy Mazière, a trouvé la mort dans son avion abattu. C'est pourtant

avec ces éléments d'information qu'il faut suivre le grand drame qui se joue au delà des Pyrénées. Quant aux documents photographiques — qui ne parviennent que bien difficilement — leurs témoignages directs n'évoquent évidemment que des épisodes fragmentaires, mais ils attestent mieux que n'importe quel récit l'intensité et l'atrocité de cette lutte implacable.

L'armée insurgée du Nord n'est pas seulement occupée par la marche sur Madrid : elle doit aussi se couvrir sur ses arrières, le long de la frontière française de la Bidassoa, comme dans la région de Saint-Sébastien, très disputée aux premiers jours et où les gouvernementaux résistent fortement. Là comme à Madrid et Barcelone, la vie de nombreux étrangers s'est trouvée en péril



Une milicienne armée d'un fusil de chasse.



Deux aviateurs devant les 8 bombes qu'ils lâchaient quelques heures plus tard, au-dessus de Teruel (30 juillet).



Une « chauffeuse » du parti communiste.

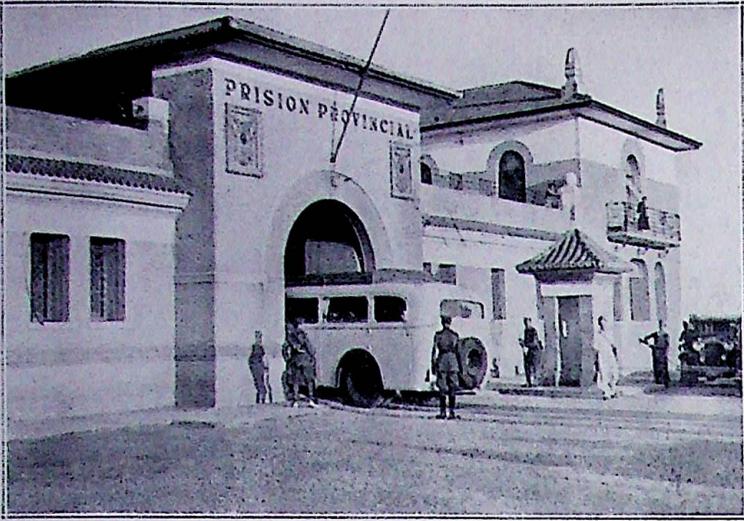


Troupes envoyées de Valence à la défense de Madrid.



Tank et camion blindé construits par les insurgés.
IMAGES DE GUERRE A VALENCE

Photographies Vidal et Rol.



Un autocar transportant des suspects arrive à la prison.



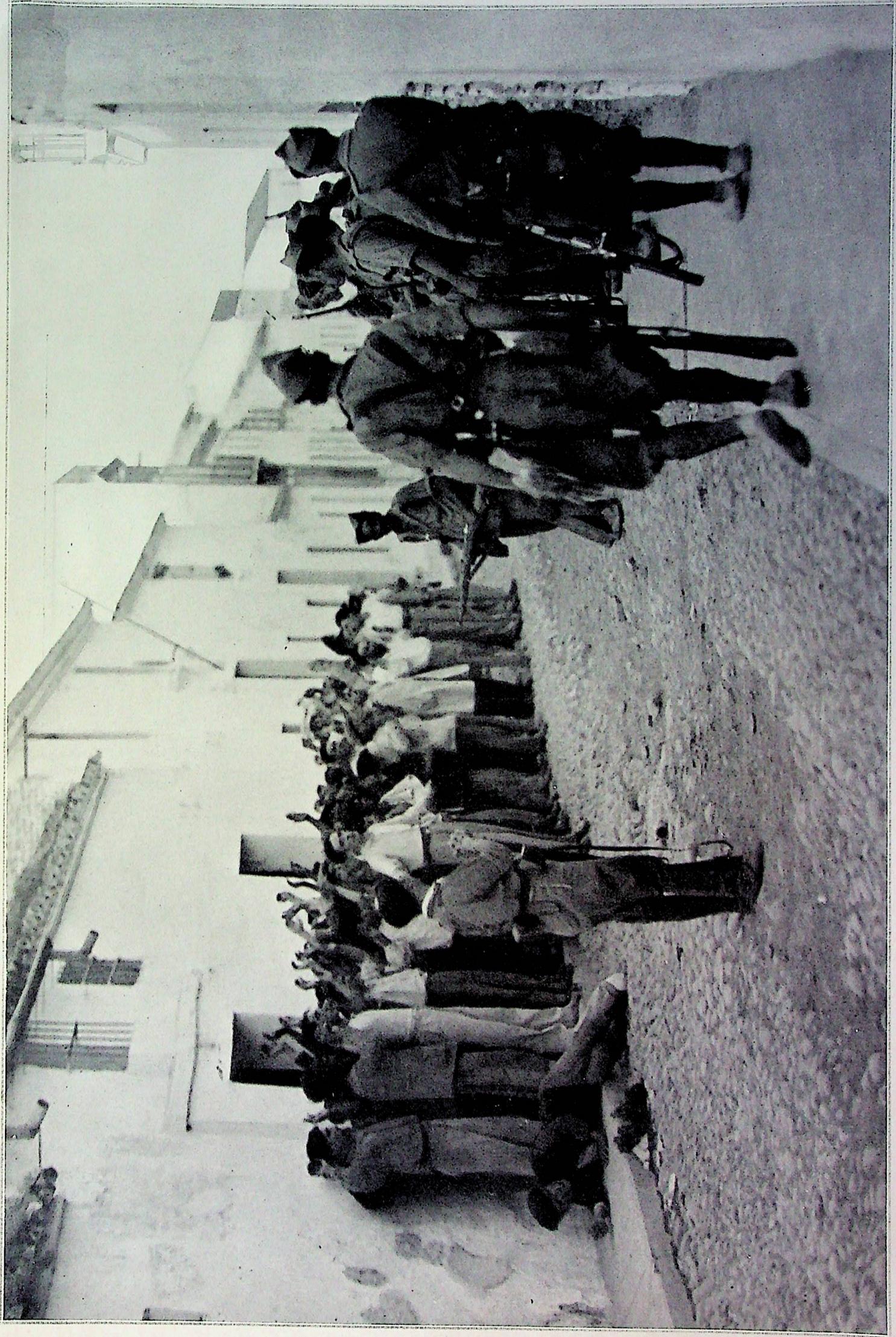
Le retour de l'artillerie après la prise du quartier de Triana.



Des troupes revenant de Choron entrent en ville.



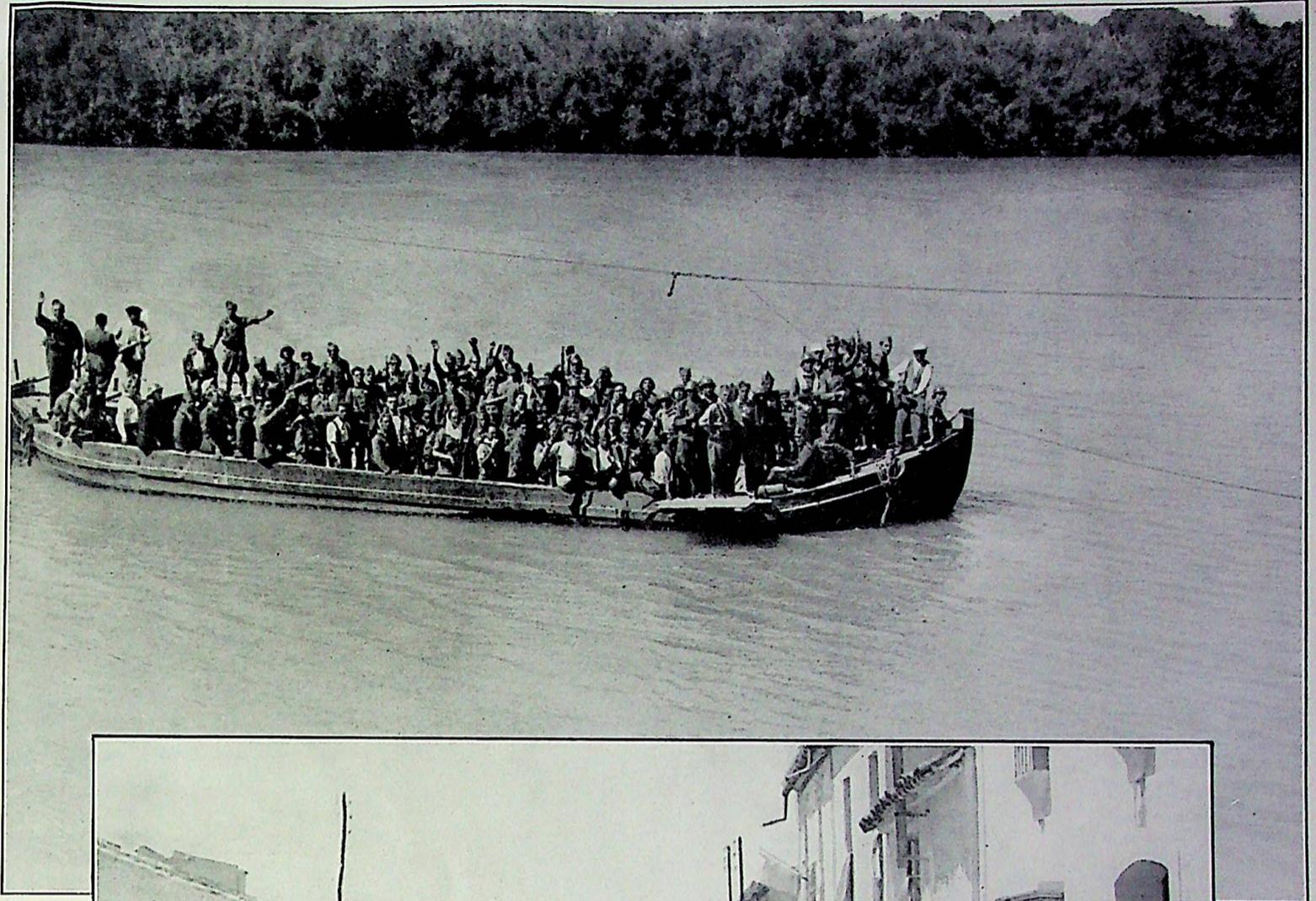
Tramway et camion incendiés par les marxistes.
A SÉVILLE AVEC LES INSURGÉS
Photographies Serrano.



UN ÉMOUVANT ÉPISODE : A TOCINA (NORD-EST DE SÉVILLE) UN GROUPE D'HABITANTS EST CERNÉ PAR UN DÉTACHEMENT D'INSURGÉS
QUI VIENT DE PRENDRE LE VILLAGE



VISION POIGNANTE : DANS LE VILLAGE DE CONSTANTINA (NORD-EST DE SÉVILLE) OU LES TROUPES GOUVERNEMENTALES, AVANT DE SE REPLIER, ONT FUSILLÉ
UNE CENTAINE DE SUSPECTS, LES INSURGÉS SONT ACCUEILLIS PAR LES FEMMES IMPLORANT LA VIE SAUVE POUR LES HOMMES QUI RESTENT



LA PRISE DU VILLAGE DE CANTILLANA, A 30 KILOMÈTRES AU NORD-EST DE SÉVILLE, PAR LES TROUPES INSURGÉES

En haut : les troupes traversent en bac le Guadalquivir pour aller à l'attaque du village. — *En bas* : l'entrée des troupes dans le village (remarquer, à droite, la femme qui présente une serviette blanche et, derrière elle, la vieille paysanne les mains à demi levées).

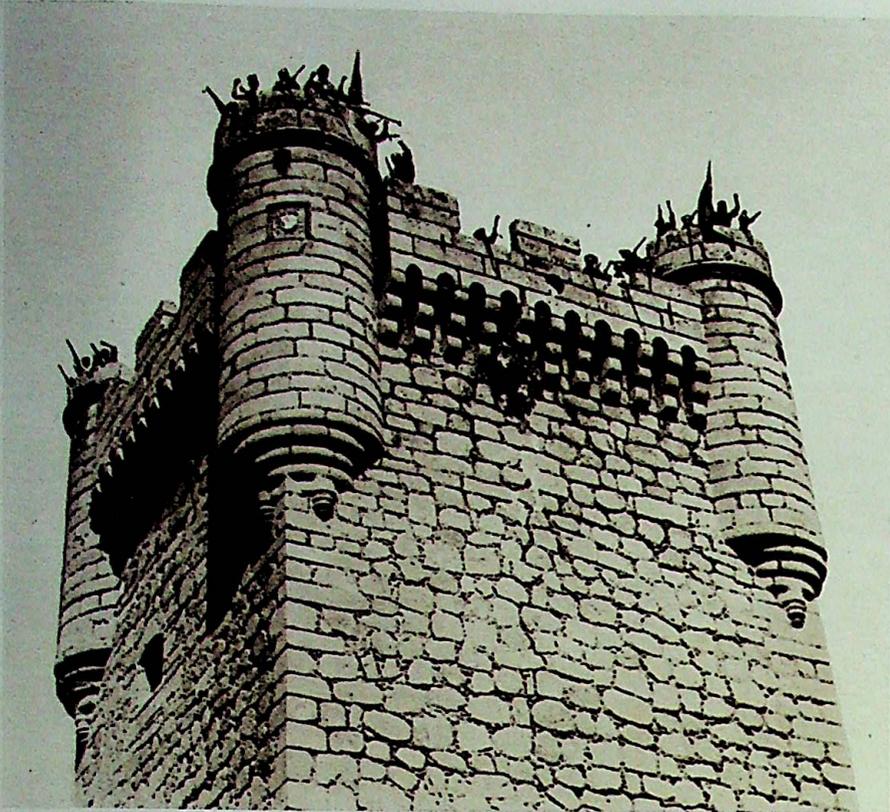
et leur rapatriement a dû être organisé. Ceux-ci se sont réfugiés dans les légations et les ambassades qui, pendant la saison estivale, ont coutume de transporter leur siège dans cette station balnéaire. L'ambassadeur de France, M. Herbette, a demandé des secours. Des navires de guerre ont été envoyés pour rapatrier les Français. Les Anglais et les Italiens ont fait de même. Des bâtiments des diverses nations ont, d'ailleurs, dès les premiers jours, mouillé dans les différents ports espagnols. Depuis lors, leur nombre n'a cessé de s'accroître, car l'existence et les biens des ressur-

tissants des diverses nations sont constamment menacés par les bombardements, les violences locales et les pillages.

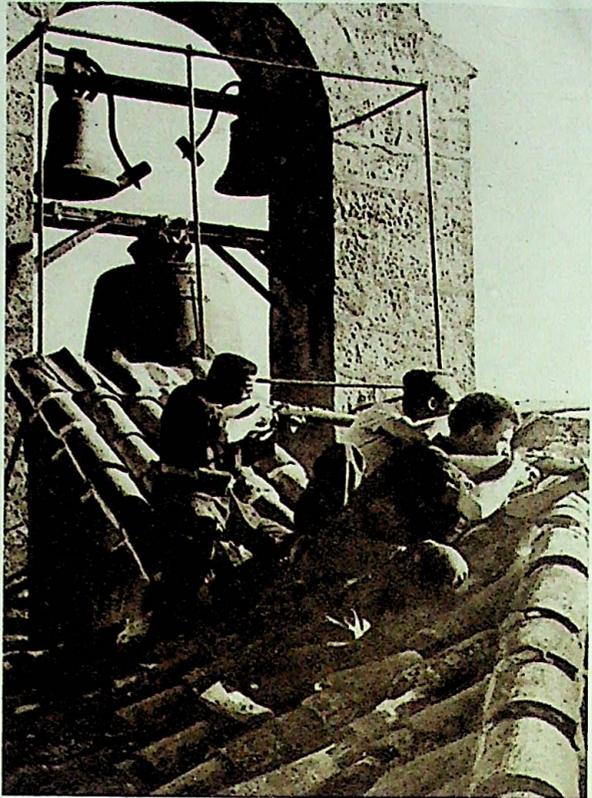
Les milliers d'étrangers qui, grâce aux vigilances de leur pays, ont pu quitter ce pays de guerre civile ont donné de terrifiants récits des heures qu'ils ont vécu.

Rien, au surplus, ne donne mieux une idée de la confusion régnant actuellement en Espagne que l'énoncé des divers pouvoirs qui se partagent la Péninsule. Le gouvernement de Madrid, transformé en une sorte de comité de salut

public, a délégué une partie de son autorité à une junte spéciale, présidée par M. Martinez Barrio, président des Cortès, qui a son siège à Valence. En Catalogne, collaborant avec Madrid, fonctionne le gouvernement de la généralité, présidé par M. Companys. Du côté des rebelles, le Maroc et l'Espagne du Sud sont pratiquement sous la dictature militaire du général Franco et, dans le Nord, un comité de défense nationale a été formé à Burgos, sous la présidence du général Cabanellas, en attendant l'organisation d'un gouvernement régulier.



Le donjon du château d'Oropesa, à 100 kilomètres à l'ouest de Tolède, couronné de miliciens qui viennent de s'en emparer.



Miliciens tirant du toit de l'église de Sigüenza (130 kilomètres au nord-est de Guadalajara).



Le donjon du château mudejar de Carpio (25 kilomètres de Cordoue) après son bombardement.



Une vieille tour de Sigüenza défendue par les miliciens pendant une attaque des insurgés.

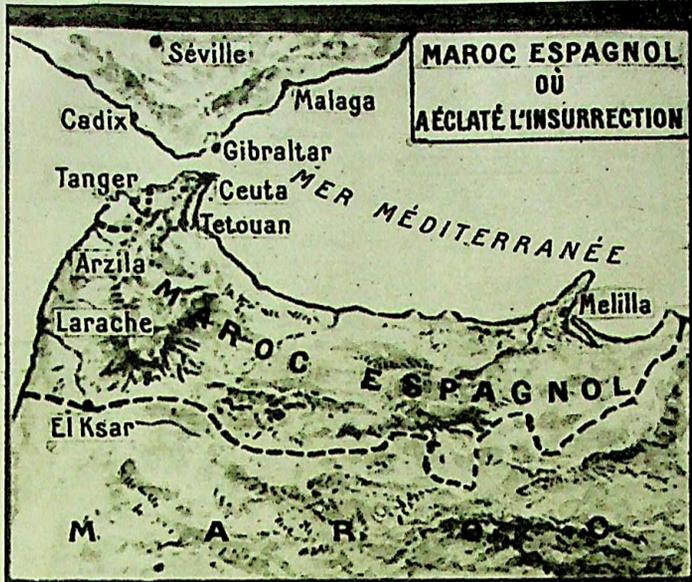


Deux miliciennes se restaurent.



Campement dans la cour du château d'Oropesa.

AVEC LES MILICIENS GOUVERNEMENTAUX



G. HAYES
1936

PERSPECTIVE SUR LA
Les noms des différentes provinces sont suivis d'une lettre (G, C ou D) rappelant les résultats globaux des



PÉNINSULE IBÉRIQUE

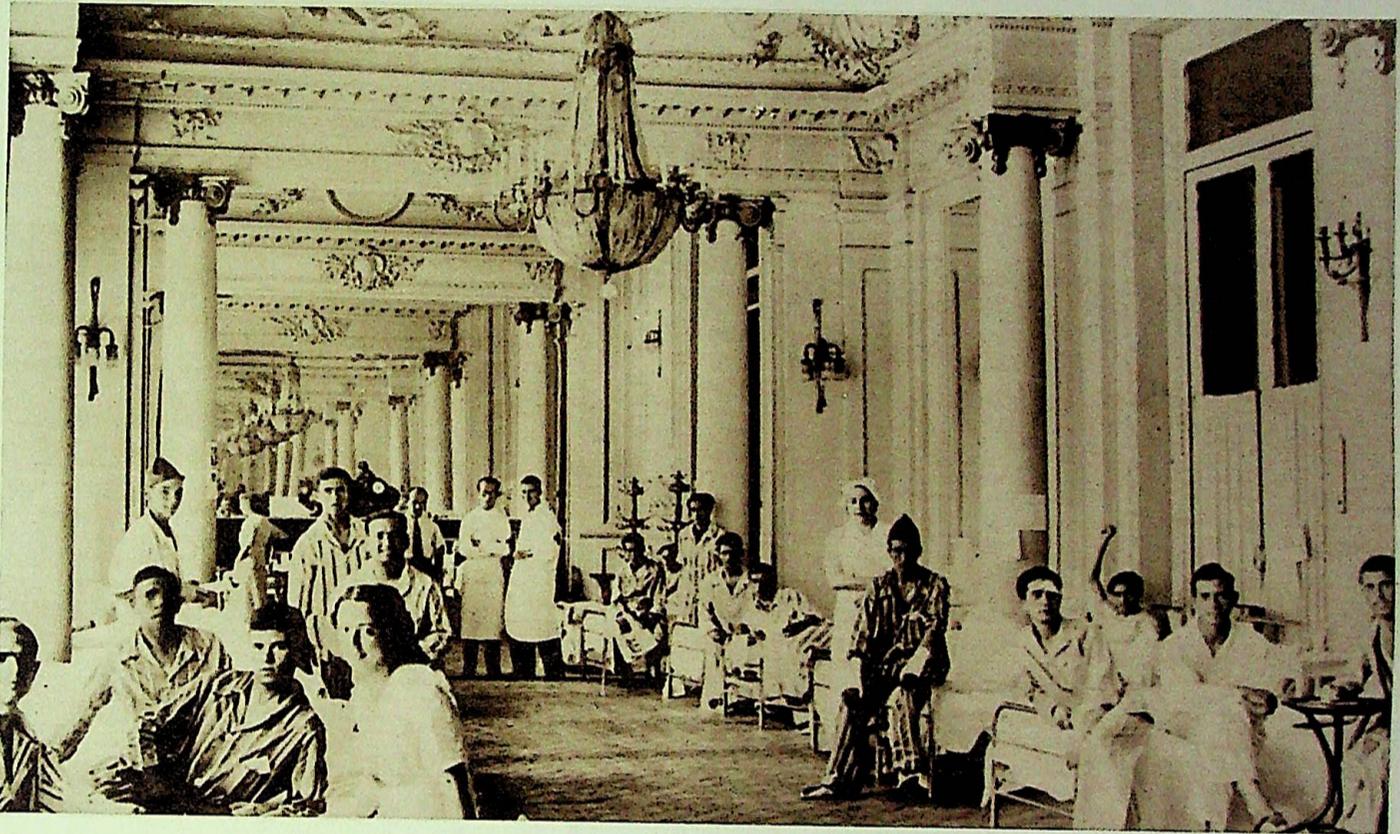
élections de février dernier. Les noms des anciennes provinces sont dessinés en caractères italiques blancs.



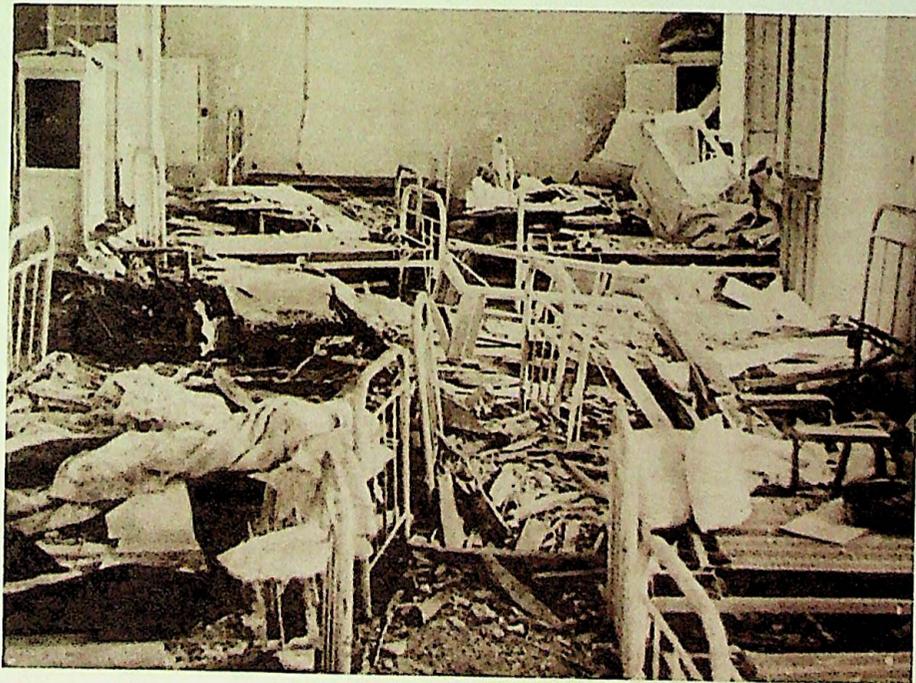
Une section de miliciens sous les armes rassemblée sur la route aux environs de Saint-Sébastien.



Au monument du col de Guadarrama, des soldats du général Mola ont entassé des armes prises au gouvernementaux.



Une des salles du casino de Madrid transformé en hôpital.



Une chambre d'hôtel de Guadarrama transformée en dortoir pour les miliciens et détruite par une bombe des insurgés.



Le vice-consul d'Angleterre à Algésiras et sa femme devant les ruines du consulat après le bombardement de la ville.



D'un avion rebelle abattu au nord de Madrid les miliciens du Front populaire dégagent le corps du pilote.

LA GUERRE CIVILE ET L'EUROPE

En somme, pendant les premières semaines de cette guerre fratricide, on s'est battu du sud au nord et de l'est à l'ouest sans qu'aucun véritable événement militaire ait pu faire prévoir une solution prochaine.

En dépit des clameurs victorieuses des communiqués, où chacun des partis annonce des succès locaux et proclame sa victoire imminente, il reste difficile de faire le point. Ce qui est apparu, c'est que la situation militaire jusqu'ici n'a évolué qu'avec une extrême lenteur, aucun des belligérants ne disposant de la supériorité de moyens et d'effectifs qui lui eût permis d'imposer rapidement sa décision à l'adversaire. Chacun, après des engagements où ne semblent avoir pris part que des forces assez limitées, a procédé à des regroupements et à des consolidations de position. Les insurgés, qui manquèrent leur tentative brusquée sur Madrid, tiennent Guadarrama, les cols de Somosierra et de Leon, soit une partie des défilés qui permettent d'accéder au plateau où se trouve la capitale. Ils ont occupé la ville de Huelva, dans le Sud, et défait la colonne de gouvernementaux lancée sur Saragosse. Mais, pour marquer une avance sensible dans le Nord, où le Guipuzcoa reste en son ensemble loyaliste, il faut que l'insurrection, déjà maîtresse de Tolosa, s'établisse dans la région frontalière et le littoral où les insurgés pourront recevoir du ravitaillement par mer en même temps qu'ils enlèveront cette chance à l'adversaire et protégeront contre lui leurs arrières.

Les gouvernementaux s'efforcent d'organiser leurs troupes avec plus de cohésion. La délégation que le gouvernement maintient à Valence a pu diriger sur Madrid quelques effectifs disciplinés — cependant que l'état-major insurgé de Tetouan est parvenu à transporter à Algésiras des troupes marocaines.

De part et d'autre on se prépare à des opérations étendues, mais l'impression des informateurs de presse sur les divers fronts est qu'il faut s'attendre à une guerre d'usure, dans l'épuisement réciproque des munitions — à moins que cette situation, uniquement espagnole dans sa première phase, ne soit transformée soudain par des complications extérieures.

Car voilà bien le grand péril qui menace la paix de l'Europe au moment où une détente internationale s'affirmait par les adhésions de l'Allemagne et de l'Italie à la conférence à cinq. Le caractère particulier de cette guerre civile, où s'affrontent, avec des résolutions implacables, marxisme et nationalisme, risque de faire de l'Espagne un champ clos où s'opposeraient des dogmes en armes.

Or, il est d'une tragique évidence que l'ingérence déclarée ou masquée de l'un quelconque des pays d'Europe dans les affaires espagnoles doit entraîner automatiquement des interventions contraires et que l'on irait vite ainsi à une conflagration générale. La question de ce grand

risque fait, en ces jours, dans les pays directement intéressés, le thème des débats politiques et de l'activité diplomatique. Il ne faut pas se dissimuler que la présence actuelle dans les eaux espagnoles de près de quatre-vingts bâtiments envoyés par les nations étrangères pour assurer la protection de leurs ressortissants, de même que la situation délicate de Tanger, où s'abritaient naguère encore plusieurs unités fidèles au gouvernement espagnol, peuvent faire naître des incidents dont on ne saurait prévoir les conséquences. Mais, surtout, il y a la question du ravitaillement en armes, en avions, en munitions, par tolérance ou par contrebande. Et c'est là surtout qu'est, pour la paix de l'Europe, le grand danger.

Le gouvernement français, d'abord par les explications de M. Léon Blum et de M. Yvon Delbos à la commission sénatoriale des affaires étrangères le 30 juillet, ensuite par une déclaration du ministre des Affaires étrangères à la Chambre des députés, a, tout en affirmant la légitimité de livraisons d'armes qui pourraient être faites au gouvernement légal de l'Espagne, affirmé son attitude de non-ingérence absolue afin de « ne point donner à d'autres Etats la tentation d'intervenir », et quelques jours après, dans un discours à Sarlat, M. Yvon Delbos répétait : « Point de croisades d'idéaux. » Ainsi prenait fin l'incertitude, dont s'étaient alarmés chez nous l'opinion publique et les milieux parlementaires, sur les intentions du gouvernement. Mais voici qu'au lendemain de ces déclarations de la France on apprenait que des avions italiens, dont l'un se perdit en mer, dont deux autres échouèrent sur notre territoire africain, avaient été reçus dans la zone marocaine où s'exerce le pouvoir du général Franco. Avions appartenant — ont dit les pilotes tombés dans la zone française — à une entreprise privée; appareils destinés — a expliqué le général Franco — au rapatriement de résidents italiens, mais qui pourtant étaient chargés de munitions et de mitrailleuses. Voici d'ailleurs sur cet incident les informations réunies par l'enquête à laquelle a présidé le général Denain :

Le 30 juillet, à 11 heures, les baigneurs de la plage de Saïdia (Maroc français), à quelque 15 kilomètres dans l'ouest de la Moulouya, qui marque la frontière du Rif espagnol, voyaient venir de la mer un grand avion blanc dont les trois moteurs s'arrêtaient aussitôt; l'équipage de l'appareil, sans doute à bout d'essence, tentait

évidemment un atterrissage de fortune; celui-ci dégénérait en catastrophe. Des débris on retirait deux morts et trois blessés, dont l'un succombait bientôt; l'identification des victimes était facile avec le rôle d'équipage fixé à bord et qui précisait qu'il s'agissait d'officiers et de sous-officiers de l'aviation militaire italienne.

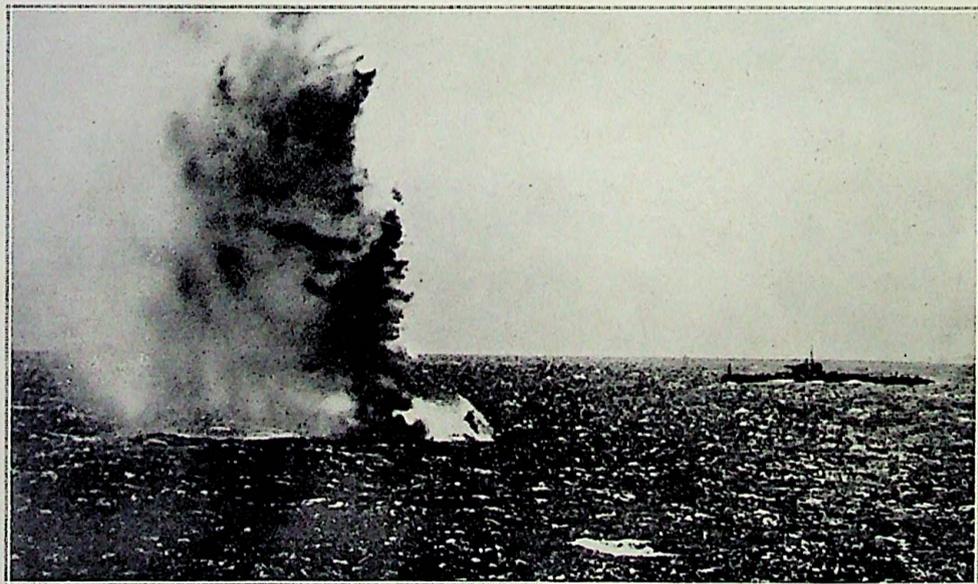
Un second avion semblable, qui était apparu au même moment, prolongeait son vol vers l'est presque jusqu'à la Moulouya, mais devait se poser — intact — en territoire français. Pendant même qu'on retirait ce trimoteur plus loin de la mer et qu'on s'assurait des six hommes d'équipage — également officiers et sous-officiers italiens — un troisième avion du même type venait jeter sur la plage un paquet de vêtements de légionnaires espagnols et un message invitant l'équipage à revêtir cet uniforme afin de pouvoir se donner comme des légionnaires égarés.

On apprenait bientôt qu'un avion de la compagnie belge « Sabena » avait identifié un autre

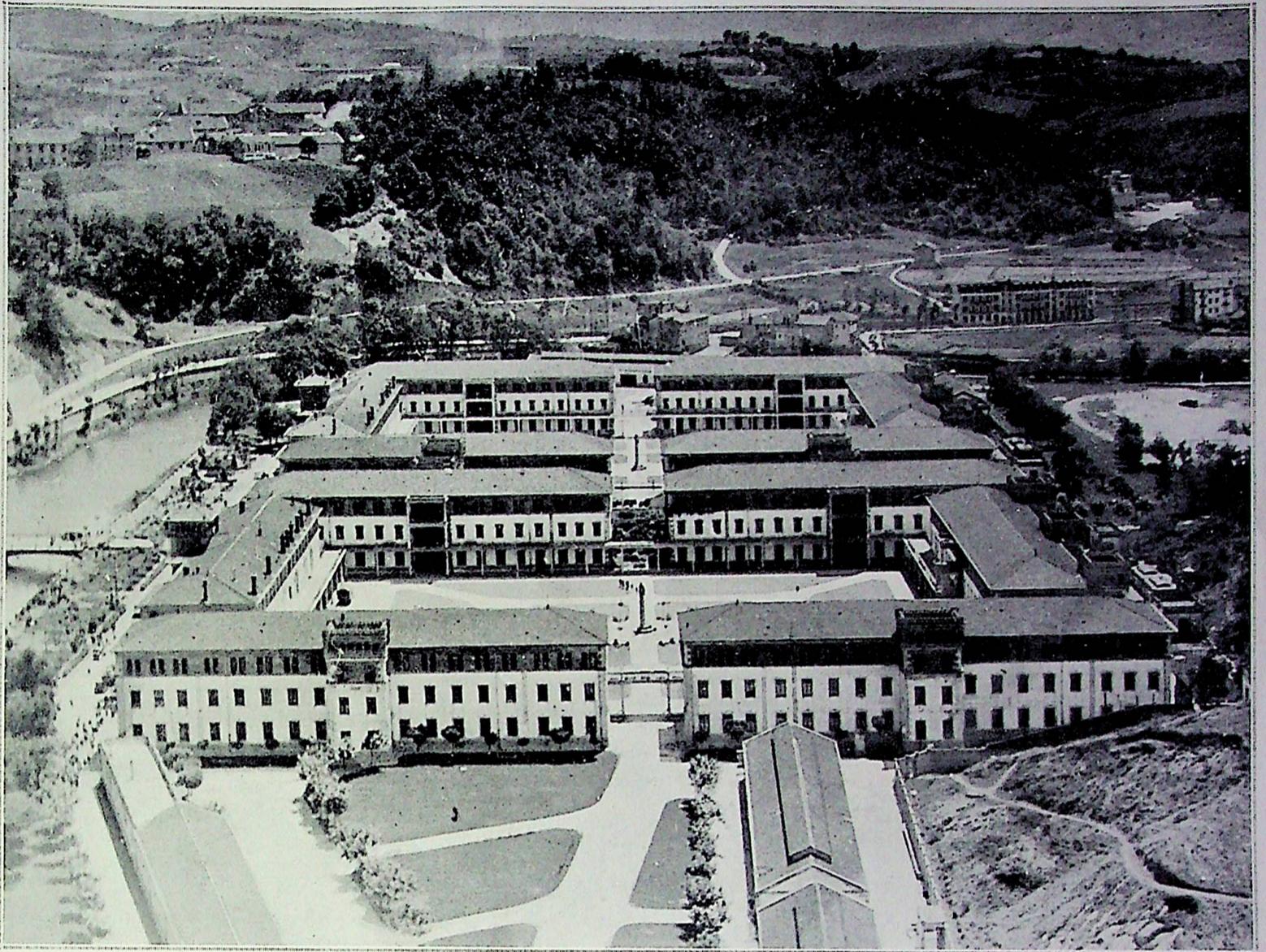


A Valence : le peuple se ravitaille en armes après la prise des casernes.

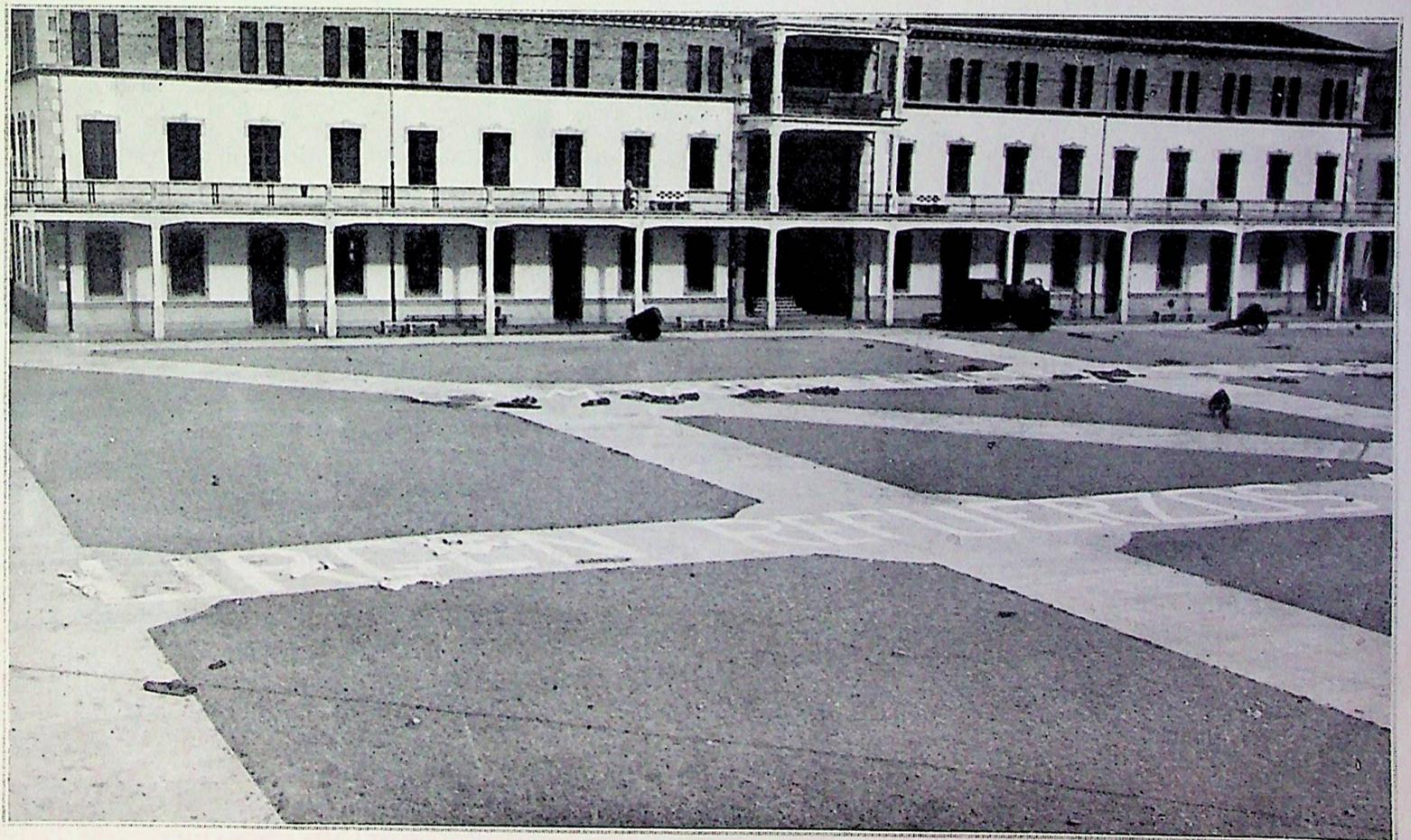
appareil posé au large d'Oran; il devait être impossible aux embarcations de sauvetage de retrouver cet avion, mais l'équipage belge assurait qu'il s'agissait d'un trimoteur Savoia S-81. Tel était bien en tout cas, le type des deux appareils restés en territoire français. Or, ce type est le plus récent et le plus puissant des bombardiers cons-



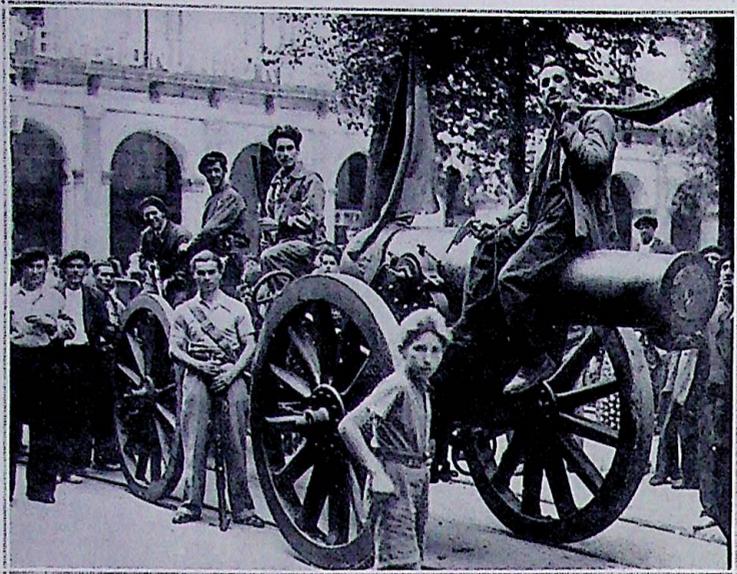
Bombardement d'un sous-marin gouvernemental par une batterie d'Algésiras.



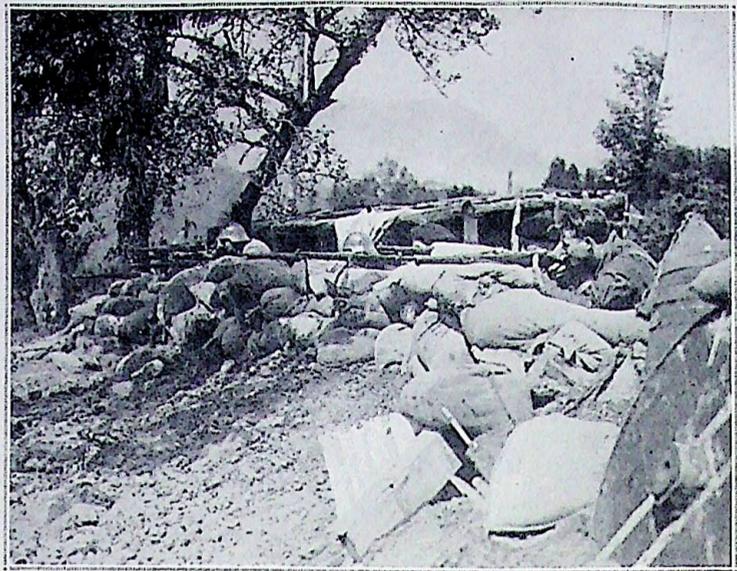
Les casernes de Loyola où se soulevèrent les troupes aux premiers jours de la révolte.



Dans la cour de la caserne des inscriptions tracées sur le sol appelaient des renforts.
LE FOYER DES PREMIÈRES HEURES DE RÉBELLION A SAINT-SÉBASTIEN



Miliciens prêts à partir pour le front de combat.



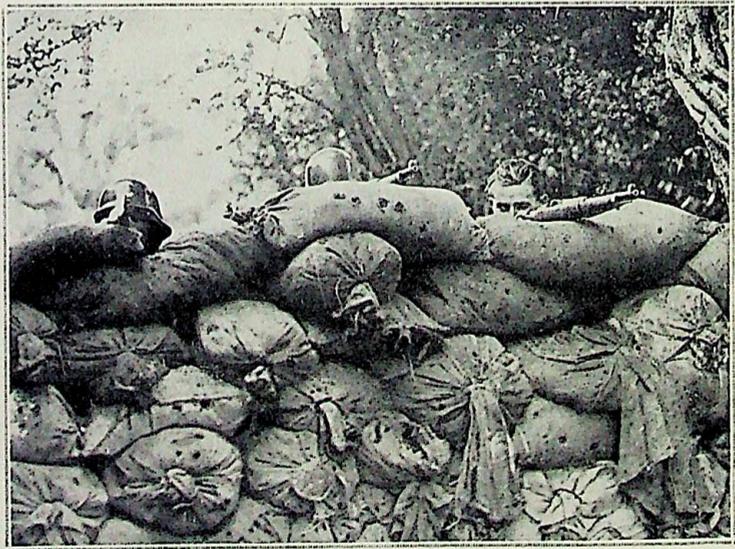
Gouvernementaux en position.



Départ pour le combat d'une auto blindée au milieu de la curiosité de la foule.



Barricade dans une rue.



Derrière les sacs à terre percés de balles.

PENDANT LES COMBATS DE SAINT-SÉBASTIEN

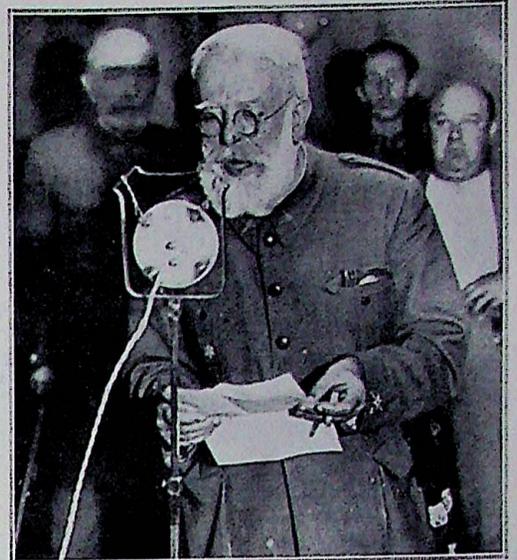
Photographies Marin.



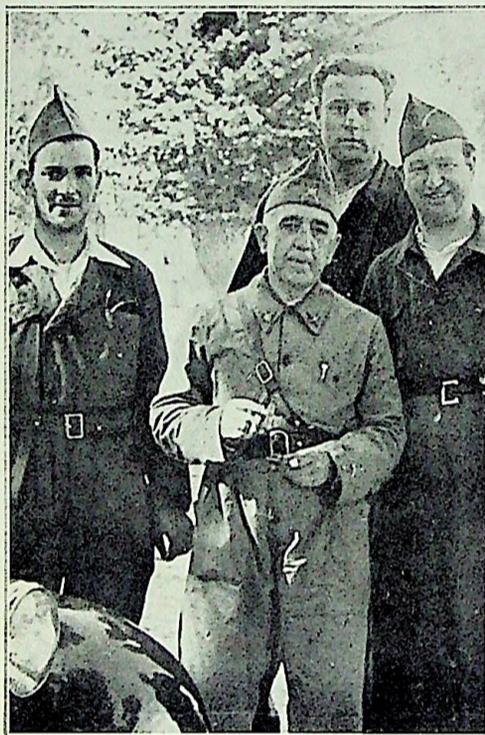
Le général Queipo de Llano, chef des forces opérant au nord de Séville.



Le général Franco, commandant l'ensemble des forces insurgées.



Le général Cabanellas, chef de la junte nationale de Burgos.



Le général Riquelme (gouvernemental) sur le front de Guadarrama.



Le général Mola inspectant un détachement de gardes au quartier général de Burgos.



L'animateur du « Frente popular », Largo Caballeros, au milieu de miliciens sur le front de Guadarrama.



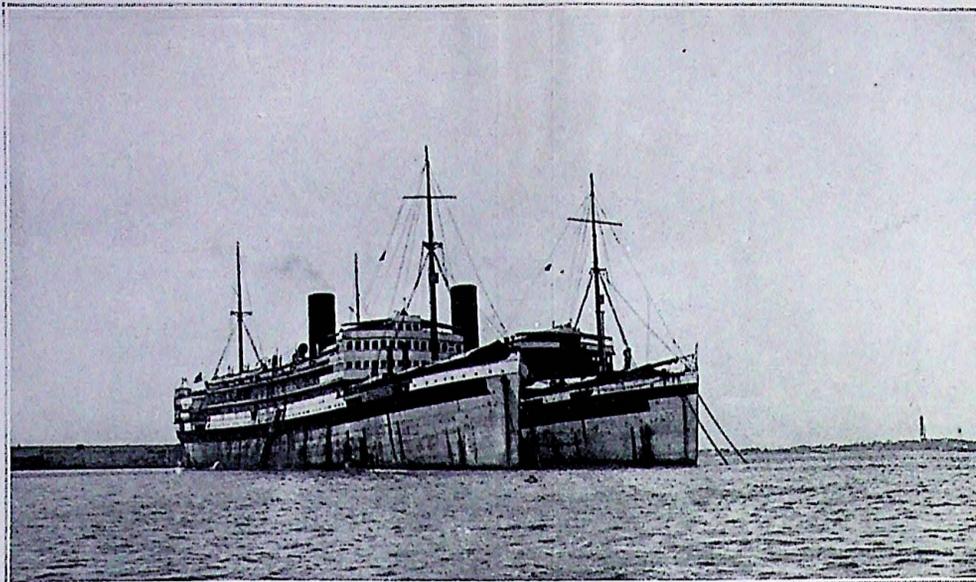
M. Companys, président de la généralité de Catalogne.

LES PRINCIPAUX CHEFS GOUVERNEMENTAUX ET INSURGÉS

truits en série pour la Regia Aeronautica italienne. Egalement, on signalait que sur le champ d'aviation de Tetouan se trouvaient des appareils portant la croix gammée. En raison de ces faits, une note de notre ministère des Affaires étrangères, revenant sur les déclarations faites à la Chambre, a précisé qu'au cas de fournitures d'armes aux belligérants par des pays étrangers la France reprendrait sa liberté d'appréciation. Mais, en même temps, le gouvernement français adressait un pressant appel aux principaux gouvernements intéressés pour que soient promptement adoptées et rigoureusement observées, au regard de l'Espagne, des règles communes de non-intervention.

LES TROUPES DU MAROC PASSENT LE DÉTROIT

Tandis que s'échangeaient entre les capitales les premières vues sur la proposition de la France, le général Franco forçait le détroit de Gibraltar. Il y eut, le 5 août, une véritable bataille entre des unités de la flotte gouvernementale et les avions du général Franco. Une canonnière loyaliste fut coulée au cours du combat et plus d'un millier de légionnaires et de *regulares* abordèrent ce jour-là en terre espagnole. D'autres effectifs suivirent et le passage, dès lors, soit par mer, soit par de puissants avions de transport que l'insurrection a réussi à se procurer, ne semble pas s'être interrompu, les troupes expédiées du Maroc étant remplacées localement par des volontaires ou par des formations indigènes alimentées par un recrutement intensif. Aussitôt débarqués, les « Marocains » sont dirigés par camions sur Séville où le général Franco lui-même est venu établir son quartier général. Tandis qu'il était encore à Ceuta le chef insurgé avait reçu la visite quasi officielle des états-majors du *Deutschland* et du *Luch* et la ville avait fait un accueil enthousiaste aux équipages allemands.



Le vieux paquebot *Uruguay*, en rade de Barcelone, transformé en bateau-prison et à bord duquel furent jugés les généraux Goded et Buriel.



Pendant le jugement : de profil à droite, entre deux gardes, les généraux Buriel et Goded.

Excmo. Sr. D. Goded a Cefe Base Base Naval.
Me urge que los cuatro hidros que han venido conmigo. Se eleven rápidamente y me destruyan totalmente. Hacer los aparatos de avia- ción militar que están en el aerodromo del Prat.
G. Goded

Lettre du général Goded qui entraîna sa condamnation à mort.

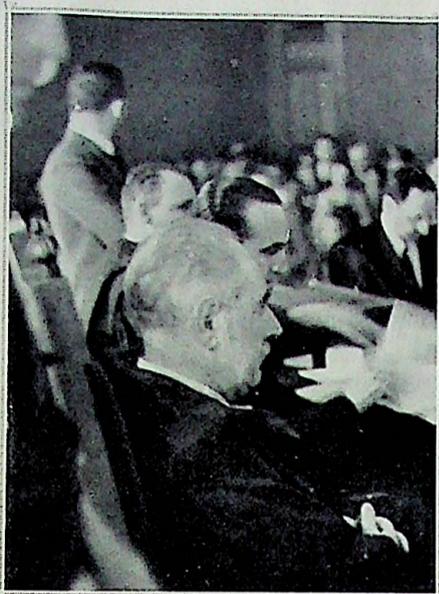
« Général Goded au chef de la base d'aviation. — Il m'est urgent que les quatre hydravions qui sont venus avec moi prennent l'air à bref délai et détruisent en bombardant les appareils d'aviation militaire se trouvant à la base aérienne du Prat. »

L'EUROPE EN ALERTE

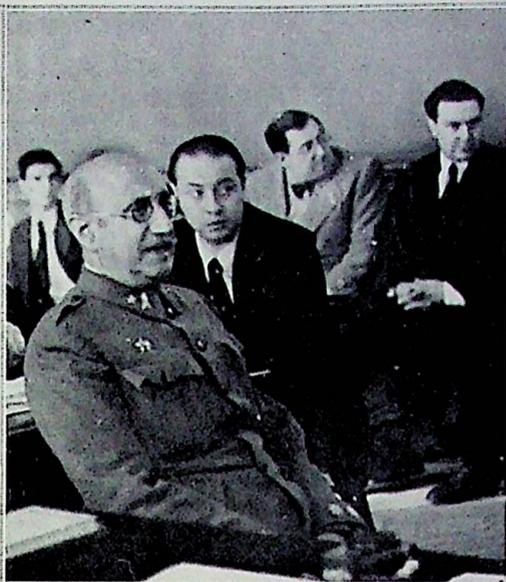
Cette guerre chaotique, surtout quand elle sévit dans une aire aussi étroite que le détroit de Gibraltar, ne va pas sans inconvénients pour les neutres. Des bâtiments anglais, français, allemands ont manqué d'être atteints par les obus et des représentations ont dû être faites par les nations intéressées aussi bien aux insurgés qu'aux gouvernementaux. L'Angleterre, l'Allemagne, l'Italie entretiennent, comme la France, dans les eaux de la Péninsule une flotte très vigilante. Le comité international de Tanger a fermé ce port à la flotte espagnole. La France a dû exiger que lui fussent restitués par le gouvernement légal espagnol trois avions qui, envoyés pour le rapatriement de nos nationaux, avaient été réquisitionnés par l'autorité militaire. Le Reich, pour des appareils civils, également retenus, a fait la même réclamation énergique. En même temps, une vive émotion se manifestait en Allemagne, où l'on venait



Dans les rues de Barcelone : la foule suit les détails du procès diffusé par haut-parleurs. LE PROCÈS DES GÉNÉRAUX GODED ET BURIEL A BARCELONE.



Le général Fanjul
condamnés à mort par la cour suprême de Madrid, et exécutés.



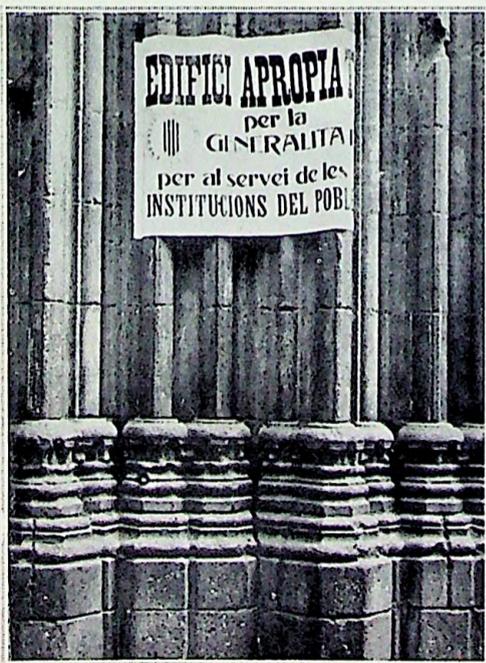
Le colonel Quintana

d'apprendre que quatre jeunes Allemands avaient été tués près de Barcelone.

Ceci, comme cela, ne pouvait que démontrer l'urgence de cette entente internationale proposée fermement par la France et qui, sur le plan de la non-ingérence, pourrait prévenir ou réduire le périlleux inconvénient de démarches distinctes, prologue d'interventions plus graves.

Dès la communication de la note française aux chancelleries, des adhésions se sont manifestées et des réserves se sont exprimées. Première phase des entretiens diplomatiques au sujet de l'accord. A Londres, à Bruxelles, l'initiative du gouvernement français a reçu un accueil franchement sympathique.

L'U. R. S. S. également fit connaître son adhésion de principe. Cependant, de vastes manifestations en faveur du gouvernement de Front populaire de Madrid et une campagne pour le soutenir moralement et matériellement se poursuivaient dans toute la Russie soviétique. Un prélèvement était consenti par les ouvriers sur leurs salaires, et la souscription ouverte en vue de constituer un fonds de secours pour les combattants espagnols fidèles au gouvernement atteignait une somme équivalant à plus de 36 millions de francs. De tels gestes, évidemment, ne facilitaient point la création d'une atmosphère favorable à l'accord, non plus que la souscription analogue ouverte en Angleterre par les travaillistes. D'où certaines objections auxquelles donna lieu, dès les premiers jours, en Italie et en Allemagne, la proposition du gouvernement français.



Ecriture sur une église de Barcelone réquisitionnée par les autorités.

L'Italie demanda des éclaircissements sur les conceptions de neutralité et de soutien moral. « La solidarité morale avec l'un des partis en conflit en Espagne, solidarité qui s'exprime par des manifestations publiques, des campagnes de presse, des soutiens financiers, des engagements volontaires, ne constituerait-elle pas en elle-même une forme éclatante et dangereuse d'intervention ? » « Armer les esprits dans une lutte internationale d'idées politiques n'est pas moins dangereux qu'armer les bras », a précisé le *Giornale d'Italia*.

Désireux de hâter l'accord en répondant au questionnaire italien, où s'exprima, au surplus, le sentiment du Reich, le gouvernement français a, dès le 6 août, communiqué aux puissances le texte de son projet de non-intervention, qui comporte les dispositions suivantes :

Défense d'exporter, importer ou transporter du matériel de guerre destiné à l'Espagne, y compris bateaux de guerre et avions de tout genre, militaires, touristiques et commerciaux ; interruption de toutes les livraisons en cours, même si elles correspondent à des commandes passées avant la crise ; échange de tous renseignements relatifs aux mesures qui seront prises pour donner effet à ces promesses...

Le gouvernement français ne s'est pas contenté de déterminer le projet pour lequel il sollicitait l'accord des puissances. Il a voulu, le premier, donner les gages de l'absolue neutralité de la France. Ainsi a-t-il décidé de suspendre les exportations destinées à l'Espagne, « exportations qui d'ailleurs, précise le communiqué officiel, n'avaient porté en fait, jusqu'à ce jour, que sur des livraisons entrant dans le cadre étroit de la décision du 25 juillet ». D'où il suit que même la réserve précédemment formulée par lui (déclaration du 25 juillet) en ce qui concerne la livraison par l'industrie privée d'avions non armés se trouvait suspendue et que l'attitude nettement adoptée par la France était celle de non-intervention absolue. Il est précisé, d'autre part, dans un communiqué officiel que cette attitude de la France ne sera maintenue que si les autres Etats s'y conformaient complètement. Si cette première phase des négociations pour l'accord ne s'est pas conclue par une entente rapide et unanime, la ferme position de notre gouvernement n'en a pas moins agi sur une atmosphère internationale chargée de fièvre et qui a marqué une sensible détente.

LA CHRONIQUE DE LA GUERRE CIVILE DU 10 AU 20 AOUT

Tandis que se sont poursuivis en Europe les entretiens pour isoler le conflit, la guerre civile s'est développée en Espagne avec, de part et d'autre, un égal héroïsme, avec aussi, hélas ! une férocité progressive. Vraiment, il semble que l'on revienne à la barbarie des vieux siècles, à la terrible croisade des Albigeois ou au fanatisme sanglant des guerres de Religion. La tragédie espagnole se déshonore par ses massacres d'otages,

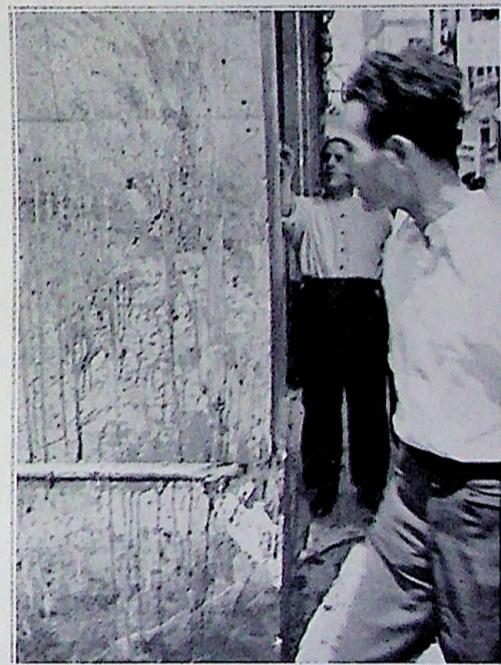
par ses exécutions en masse de vaincus. Des deux côtés, c'est le même prétexte : représailles.

Le 12 août, à Barcelone, dans les fossés de la forteresse de Montjuich, les généraux Goded et Buriel, condamnés à mort par un conseil de guerre pour avoir dirigé l'insurrection des troupes à Barcelone, ont été fusillés.

A Madrid, le général Fanjul et le colonel Quintana, accusés d'avoir fomenté l'insurrection à la caserne de la Montana, ont été condamnés à mort par la cour suprême et passés par les armes.

Ces exécutions n'ont fait naturellement qu'exaspérer les insurgés, qui ont répondu en fusillant des captifs.

Quant aux opérations militaires, elles ont pris, du 10 au 20 août, une exceptionnelle intensité. Les renforts venus du Maroc au général Franco ont permis aux insurgés de marquer un esprit offensif qui leur a donné sur plusieurs points l'initiative des opérations. Le fait de guerre le plus important, ce fut, le 14 août au soir, après un bombardement conjugué de l'artillerie et de l'aviation, la prise par les troupes de Franco de la ville de Badajoz, dont les défenseurs se firent tuer sur leurs positions. Précédemment, par l'occupation de Mérida, nœud important de communication sur la route de Madrid, la liaison des forces insurgées du Nord et du Sud avait pu s'amorcer. Elle se trouve complètement établie par la prise de Badajoz, qui ferme toute la frontière portugaise aux gouvernementaux et permet à la ligne des insurgés de former autour de Madrid un arc de cercle continu de Sigüenza à l'extrémité nord-est de l'Estremadure.



A Barcelone : mur couvert de sang coagulé d'une boutique devant laquelle éclata un obus tuant 8 personnes et en blessant 11.

Au nord, le 12 août, l'entrée des insurgés à Tolosa leur a donné les moyens de poursuivre plus vigoureusement leurs opérations contre Irun et contre Saint-Sébastien, secondés par les plus fortes unités de la flotte des nationaux, l'*Almirante Cervera*, le croiseur *Espana* et le torpilleur *Velasco*, ces deux derniers bâtiments ayant été hâtivement remis en état au Ferrol.

Sur les autres fronts, les opérations se poursuivent dans une confusion et dans une incertitude que n'éclaircit point les communiqués contradictoires des deux partis.

En marge des opérations militaires, les faits susceptibles de soulever des incidents internationaux se sont multipliés. L'Italie et l'Allemagne ont poursuivi leurs réclamations en ce qui concerne leurs nationaux tués à Barcelone. L'Allemagne y a joint la question, aujourd'hui réglée semble-t-il, des appareils allemands réquisitionnés par les autorités militaires du gouvernement de Madrid. La Colombie a fait également des représentations très vives au sujet du meurtre par les rouges de huit sujets colombiens. Une énergique protestation a été adressée par le gouvernement de Lisbonne au gouvernement de Madrid en raison d'une

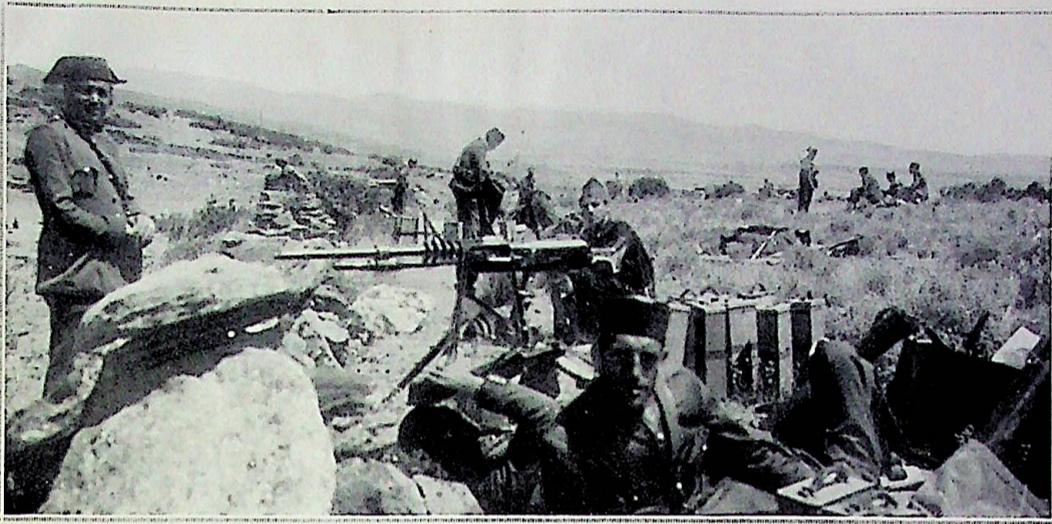


Un peloton s'exerce au tir contre le Christ de la « colline des Anges », aux environs de Madrid..

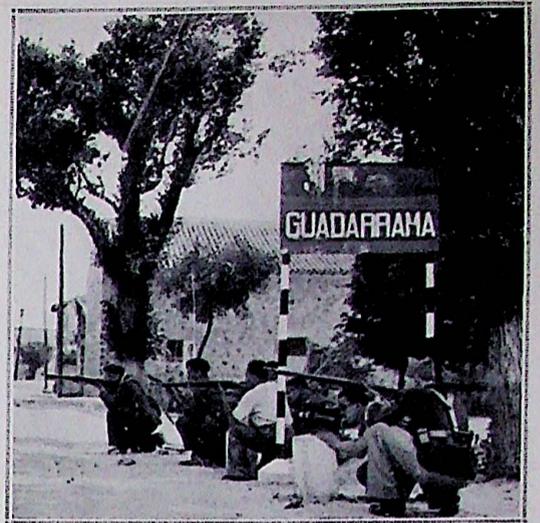


... puis, la statue ayant été abattue, ses débris jonchent les marches du monument.

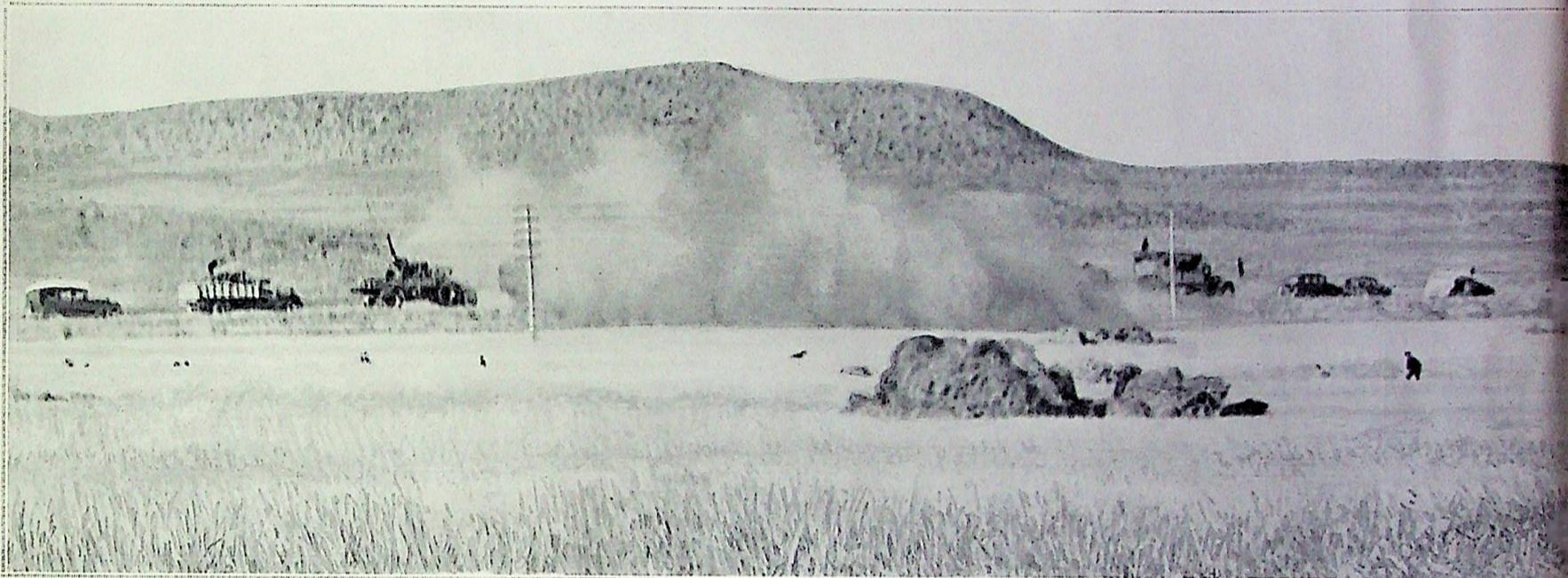
FANATISME ANTIRELIGIEUX



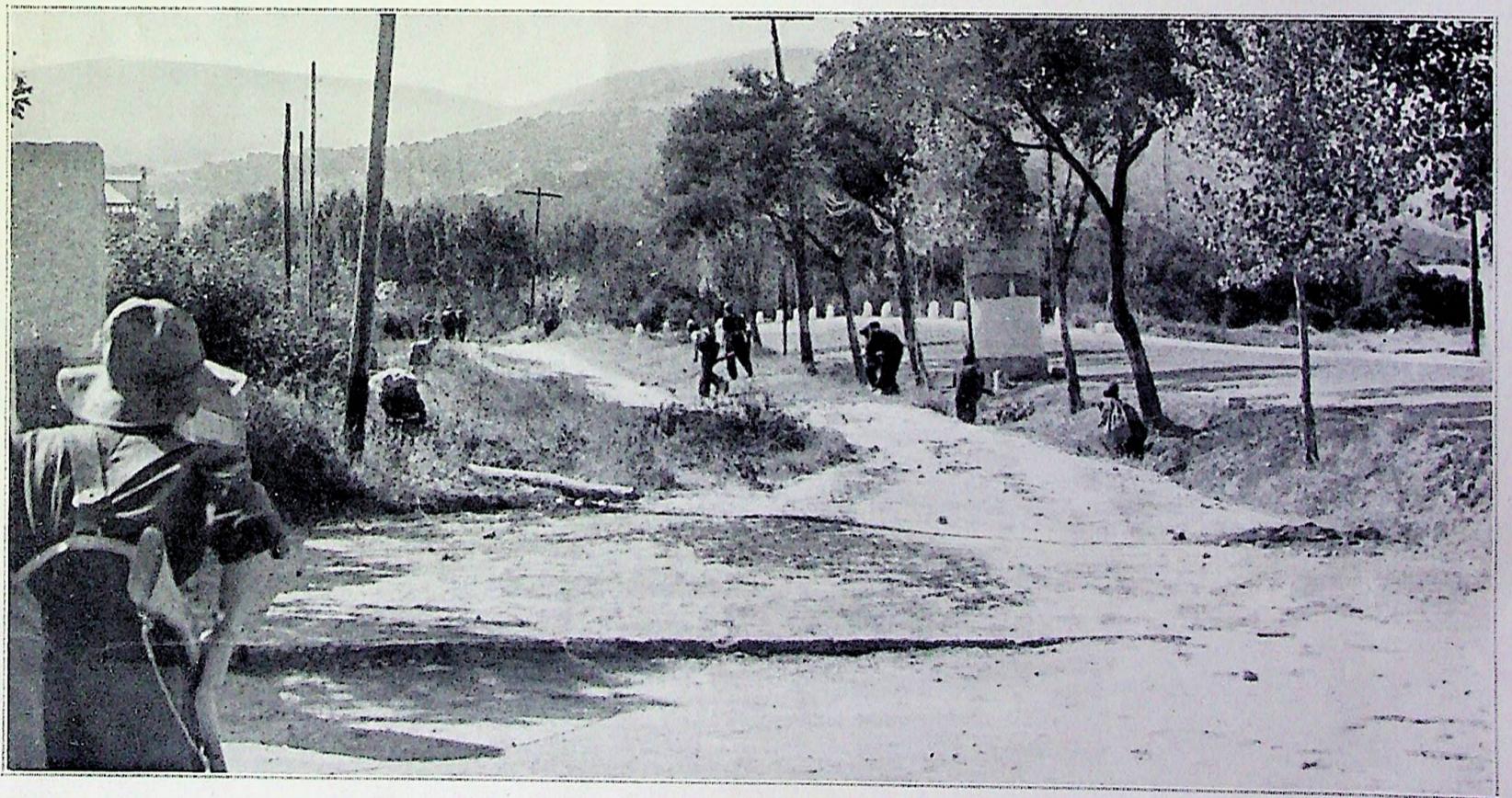
Une mitrailleuse en position.



Sur la route de Guadarrama.

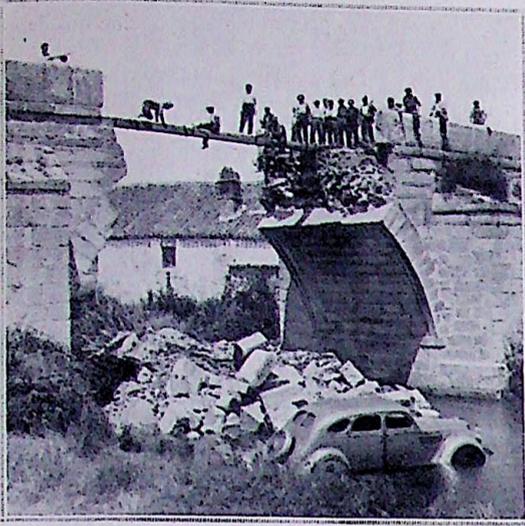


Une colonne motorisée bombardée près de Lina, sur la route de Saragosse ;



En tirailleurs sur le front de Guadarrama.

L'ILLUSTRATION



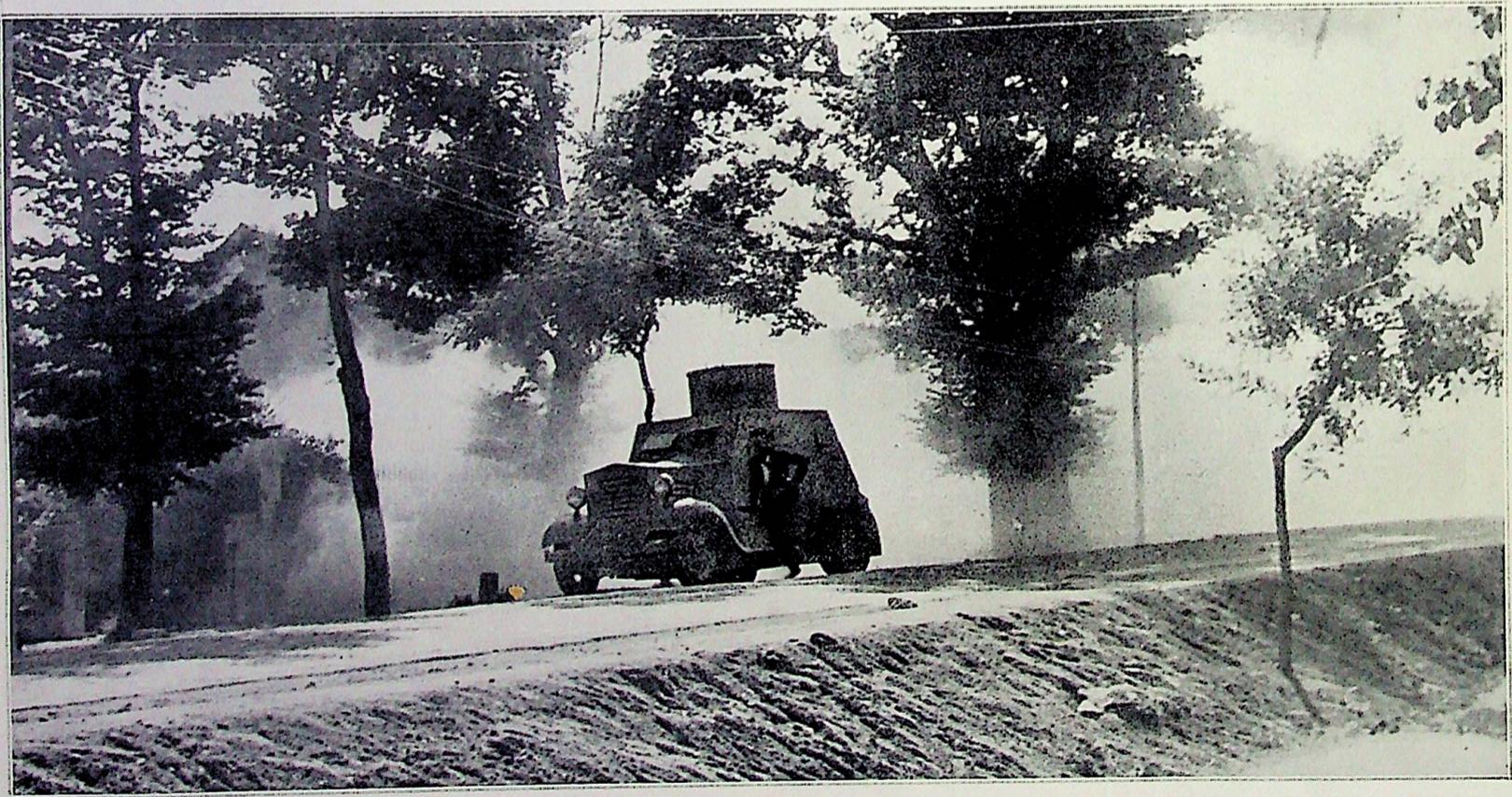
Le pont écroulé de Guadarrama.



Un canon lourd en batterie.



On distingue les miliciens s'enfuyant à travers les champs. — *Phot. Rap.*



Auto blindée bombardée sur la route de Guadarrama.



A Saint-Sébastien, aux premières heures des troubles.

incursion de miliciens en armes sur son territoire. La Grande-Bretagne a réclamé la libération d'ingénieurs anglais retenus aux mines de Rio Tinto par les mineurs en armes. Les ingénieurs ont pu quitter Huelva et reprendre la route du rapatriement.

Quant à la France, elle ne peut pas ne pas s'inquiéter des violations constantes de la frontière sinieuse des Pyrénées par l'un ou l'autre parti. Un avion espagnol, un Junkers, portant les couleurs gouvernementales mais dont la provenance exacte reste incertaine, a bombardé, le 16 août, le village français de Biriadou, au bord de la Bidassoa. Par miracle, il n'y a pas eu de victimes et, seule, une maison a été fort endommagée. Enfin notre sol limitrophe se trouve constamment battu par les balles, malgré les représentations qui ne cessent d'être faites aux deux belligérants.

Ces incidents quotidiens et qui pourront prendre soudain une gravité extrême ont fourni autant d'arguments à notre ministre des Affaires étrangères pour montrer l'urgence d'une entente de l'Europe afin que les représentations des pays intéressés ne sortent pas du plan de la non-ingérence.

QUI GOUVERNE L'ESPAGNE ?

Bien qu'il existe aujourd'hui en Espagne trois gouvernements, l'Espagne, en état de guerre civile,



Dans le quartier du port, à Valence.



A Séville, la porte de la Macarena.

BARRICADES DU NORD AU SUD DE L'ESPAGNE.

ne peut plus donner à l'Europe l'impression qu'elle est gouvernée.

A Madrid, toute l'énergie du pouvoir se donne à l'organisation de ses forces combattantes et d'un ravitaillement que la pression des insurgés, dont le but semble être de réduire la capitale par l'isolement et la famine, peut rendre critique. Aux premiers communiqués gouvernementaux annonçant chaque fois pour le lendemain l'écrasement des insurgés ont succédé des déclarations faisant prévoir une longue durée de la guerre. Le pouvoir essaie de ramener un peu d'ordre dans le grand désordre qui vint de l'armement des anarcho-communistes et de la liberté qu'on laisse à ces éléments de pratiquer les visites domiciliaires et les exécutions sommaires. Le gouvernement ne semble pas néanmoins s'être libéré des contraintes que lui imposent ses impérieux alliés extrémistes et nombreux sont les représentants de l'Espagne à l'étranger qui ont résigné leurs fonctions en donnant ce motif que leur conscience ne leur permettait plus de servir un pouvoir qui a changé de main. Si l'on ajoute que les Cortès, désorganisées et congédiées de fait, ne jouent plus leur rôle auprès du pouvoir exécutif, on voit les conditions anormales, extra-constitutionnelles, dans lesquelles s'exerce l'autorité du gouvernement de Madrid.

A Barcelone, le président Companys et son

cabinet gouvernement sous l'impulsion et avec le soutien de l'extrémisme. La généralité, tout en restant unie à la capitale pour la défense commune, donne l'impression d'être devenue un Etat distinct, réalisant les aspirations séparatistes de la population catalane. Des mesures prises par le gouvernement, les confiscations de biens et d'industries aussi bien que les empiètements communistes tolérés indiquent l'orientation soviétique de la Catalogne.

A Burgos, la junte militaire, présidée par le général Cabanellas, est le gouvernement de l'insurrection. Ce gouvernement, établi à titre provisoire, a notifié son existence aux nations. Il a même tenté d'accréditer des représentants auprès d'elles en s'annexant plusieurs diplomates démissionnaires qui sympathisent avec les rebelles. Mais, dans l'état actuel des événements, il était difficile au gouvernement du général Cabanellas d'obtenir même une simple reconnaissance de fait. L'Espagne des insurgés apparaît d'ailleurs aussi peu cohérente que l'Espagne du président Azana. A noter, cependant, que les récentes conférences des généraux Cabanellas, Mola et Franco témoignent que l'accord se maintient entre les personnalités dirigeantes d'une insurrection où, hors de l'alliance contre le marxisme, l'on trouve autant de conceptions politiques différentes qu'il en existe dans le Front populaire gouvernemental.



Près de Cordoue, un camion transportant une pièce d'artillerie passe sur un pont hâtivement réparé avec des traverses de chemin de fer.

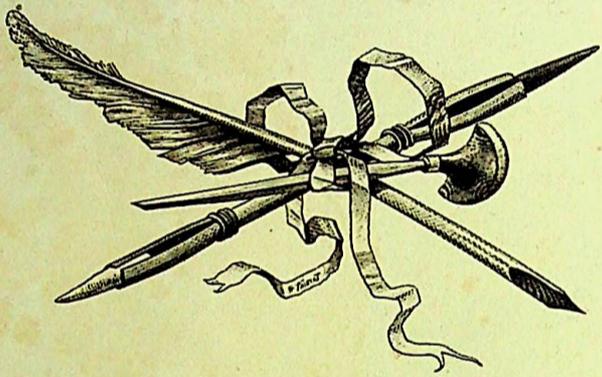


Un mort sur la route, dans le village de Sietamo, près de Huesca : un petit chat semble avoir été attiré par la flaque de sang.

IMAGES DE GUERRE..



A Madrid, puerta del Sol, devant le ministère de l'Intérieur : une colonne, venue du front où elle a été relevée, est acclamée par la foule.
On distingue les soldats en vêtements sombres, pressés par la foule, devant l'édifice. — *Phot. Keystone.*



Printed journal. Original copy.

42 scans.